

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg**

RECUEIL DES SOCIETES ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 114**14 février 2001****SOMMAIRE**

ACM U.S. Growth Strategies Fund, Sicav, Luxembourg	5455	Gamax Funds	5430
Acem S.A., Luxembourg	5455	Hobuch Finanz S.A., Luxembourg	5467
Aeterna S.A., Luxembourg	5456	Horst Intertrade, GmbH, Hellange	5461
Aice, S.à r.l., Luxembourg	5449	Horst Intertrade, GmbH, Hellange	5462
Aice, S.à r.l., Luxembourg	5449	Iena Luxembourg Société Anonyme, Luxembourg	5465
Aleph S.A.H., Luxembourg	5456	Interleis S.A.H., Luxembourg	5469
All 4 House S.A.H., Luxembourg	5464	International Global Fund	5427
Aqua Regia (Luxembourg) S.A., Luxembourg	5457	Itraco S.A.H., Luxembourg	5465
Athos Holding S.A., Luxembourg	5469	Lacuna, Sicav, Luxembourg	5470
Banque MeRich S.A., Luxembourg	5429	Leaderman S.A., Luxembourg	5431
Bellinzona S.A., Luxembourg	5426	Leaderman S.A., Luxembourg	5431
Business Dispatching Service, S.à r.l., Luxembourg	5455	Leaderman S.A., Luxembourg	5431
Business Dispatching Service, S.à r.l., Luxembourg	5455	Lusan S.C.I., Esch-sur-Alzette	5457
C.I.P., Compagnie Industrielle et Financière des Produits Amylacés S.A., Luxembourg	5468	(The) Majestic Holding S.A., Luxembourg	5471
Capel-Cure Myers International Fund, Sicav, Luxembourg	5444	Master - Finance S.A., Capellen	5453
Capel-Cure Myers International Fund, Sicav, Luxembourg	5444	Master - Finance S.A., Luxembourg	5453
Cecofin S.A., Luxembourg	5448	Multi-Strategy Portfolio, Sicav, Luxembourg	5432
China Vision, Sicav, Luxembourg	5450	Multi-Strategy Portfolio, Sicav, Luxembourg	5432
China Vision, Sicav, Luxembourg	5450	Nopal Holding S.A., Luxembourg	5470
Compagnie Internationale du Houblon S.A., Luxembourg	5447	Palitana S.A.H., Luxembourg	5466
Copralim S.A., Luxembourg	5468	Particom Invest S.A., Luxembourg	5451
Dankalux, S.à r.l.	5465	Prayon International S.A., Luxembourg	5463
Davos S.A.H., Luxembourg	5459	Publi-Graphics Group Holding S.A., Luxembourg	5471
Davos S.A.H., Luxembourg	5459	Punto Invest S.A., Bereldange	5460
Domani S.A.H., Luxembourg	5443	Reduction Engineering Europe, S.à r.l., Duxelange	5460
Domani S.A.H., Luxembourg	5443	Ruggero Holding S.A., Luxembourg	5467
Domani S.A.H., Luxembourg	5443	SAT Conquest S.A., Luxembourg	5464
ECP, Edmond Claude Promotions S.A., Luxembourg	5456	Sage S.A.H., Luxembourg	5467
Effektiv, Sicav, Luxembourg	5471	Sailing Spinnacker Holding S.A., Luxembourg ...	5463
Eiriz Holding S.A., Luxembourg	5465	Samarec S.A., Luxembourg	5463
Elgistan Global, Sicav, Luxembourg	5446	Saudi Arabia Investment Company S.A., Luxembourg	5426
Elgistan Global, Sicav, Luxembourg	5446	SEB Lux Capital Growth, Sicav, Luxembourg	5463
FondsSelector SMR, Sicav, Luxembourg	5472	Senim S.A., Luxembourg	5426
Food Quality Société Anonyme, Luxembourg	5466	Shara S.A. Holding, Luxembourg	5464
		Sheridan S.A., Luxembourg	5464
		Simon S.A., Bridel	5443
		Société d'Investissement Suisse-Luxembourg	

geoise S.A., Luxembourg	5432	(Le) Titan S.A., Luxembourg	5468
Sofinpa S.A., Luxembourg	5442	Tombole Immobilière S.A., Luxembourg	5469
Solupro S.A.H., Luxembourg	5467	Tremex, S.à r.l., Luxembourg	5445
Soluxtrafer S.A., Rodange	5444	Trilogy, S.à r.l., Luxembourg	5446
Soteg S.A., Luxembourg	5445	U.B.C.T.N. Holding S.A., Luxembourg	5447
Soteg S.A., Luxembourg	5445	Valeriane S.A.H., Luxembourg	5445
Suco S.A., Pontpierre	5466	Vania Holding S.A., Luxembourg	5448
Sunmoon S.A., Luxembourg	5469	Vera F S.A., Luxembourg	5448
TD Waterhouse Investment Series	5433	Wallace Invest S.A., Luxembourg	5449
Third Mixed Fund Management Company S.A., Luxembourg	5427	Wertfin S.A., Luxembourg	5449
Third Mixed Fund Management Company S.A., Luxembourg	5428	X-pert, S.à r.l., Esch-sur-Alzette	5450
		Zombrero International, S.à r.l., Oberanven	5450

SAUDI ARABIA INVESTMENT COMPANY S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 19.921.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue le 11 mai 2000 à Luxembourg

L'Assemblée renouvelle pour une période de 6 ans le mandat des Administrateurs et du Commissaire sortants; leur mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire à tenir en 2006.

Pour copie conforme

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 13 septembre 2000, vol. 541, fol. 92, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(49631/531/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2000.

SENIM S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 37.173.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 12 septembre 2000, vol. 541, fol. 84, case 6, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 septembre 2000.

Pour SENIM S.A., Société Anonyme

BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG

Société Anonyme

P. Frédéric / S. Wallers

(49633/006/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2000.

BELLINZONA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 2, rue Jean Monnet.
R. C. Luxembourg B 67.585.

Il résulte du procès-verbal de la réunion de l'assemblée générale du 18 août 2000, ainsi que du conseil d'administration de la même date que:

Monsieur Jean-Claude Van Houten, domicilié 61, rue Longue à B-6200 Bouffioulx a présenté ses démissions de son poste d'administrateur et d'administrateur-délégué de BELLINZONA S.A. tel que défini dans les statuts, que sa démission est acceptée et que décharge pour l'exercice de ses mandats lui est donnée à compter de ce jour.

Monsieur Alain Strivay propose sa candidature pour le poste d'administrateur-délégué de BELLINZONA S.A., celle-ci est acceptée à l'unanimité.

Monsieur Alain Strivay exercera son mandat à titre gracieux et en conséquence ne percevra aucune rémunération.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 13 septembre 2000, vol. 541, fol. 92, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(49714/000/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2000.

INTERNATIONAL GLOBAL FUND, Fonds Commun de Placement.

—
ACTE MODIFICATIF DU REGLEMENT DE GESTION

A la suite d'une décision de INTERNATIONAL GLOBAL FUND MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A., agissant comme société de gestion du INTERNATIONAL GLOBAL FUND (le «Fonds»), et avec l'accord de BANQUE PICTET (LUXEMBOURG) S.A., agissant comme banque dépositaire du Fonds, le règlement de gestion est modifié comme suit:

L'article 6 - «Restrictions d'Investissement», ajout d'un paragraphe 5 afin d'appliquer les restrictions d'investissement mentionnées au compartiment GLOBAL TMT SELECTION FUND.

5) Compartiment GLOBAL TMT SELECTION FUND

a) Le Fonds pourra investir jusqu'à 100 % de ses actifs nets en parts d'autres opc de type ouvert ou fermé organisés dans les pays membres de l'Union Européenne, les Etats-Unis, Hong Kong, le Japon, le Canada et la Suisse aux conditions suivantes:

(i) le Fonds ne pourra pas investir plus de 20 % de ses actifs nets en parts d'opc non cotées en bourse ou non traitées sur un autre marché réglementé;

(ii) le Fonds ne pourra pas acquérir plus de 10 % des parts de même nature émises par un même opc;

(iii) le Fonds ne pourra pas investir plus de 20 % de ses actifs nets en parts d'un même opc.

Toutefois, la restriction mentionnée sub (i) n'est pas applicable aux investissements dans des opc de type ouvert de même que celles mentionnées sub (ii) et (iii) ne sont pas applicables aux investissements dans des opc de type ouvert qui sont soumis à des exigences de répartition des risques comparables à celles prévues pour les opc luxembourgeois relevant de la Partie II de la loi du 30 mars 1988, tout en veillant à ne pas avoir une concentration excessive dans un même opc.

b) Le Fonds pourra investir jusqu'à 30 % de ses actifs nets en parts d'autres opc de type ouvert ou fermé relevant d'une législation étrangère qui ne sont pas soumis dans leur Etat d'origine à une surveillance permanente exercée par une autorité de contrôle prévue par la loi dans le but d'assurer la protection des investisseurs. Le Fonds ne pourra cependant investir dans des parts émises par de tels opc que si ceux-ci respectent les conditions:

(i) d'être promus, conseillés et gérés par des institutions de réputation établie,

(ii) d'avoir leurs actifs conservés en dépôt par un dépositaire de réputation établie,

(iii) d'avoir leurs états financiers révisés par un réviseur d'entreprises de réputation établie.

En outre, les restrictions mentionnées ci-dessus sub 5a), (ii) et (iii) sont applicables aux investissements dans de tels opc avec une limite de 10 % au lieu 20 %. La restriction sub 5a) (i) n'est quant à elle applicable qu'aux investissements dans des opc de type fermé. Le Fonds ne pourra, par ailleurs, pas investir plus de 20 % de ses actifs nets en parts de tels opc créés sous une même législation.

Le Fonds investira en principe ses actifs nets en parts d'opc ayant comme objet principal le placement de leurs avoirs en valeurs mobilières. Toutefois à titre accessoire, le Fonds pourra investir dans des opc ayant comme objet principal le placement dans des capitaux à risques élevés ou le placement dans des contrats à terme et dans des options à conditions qu'ils soient soumis à des règles comparables à celles applicables aux opc de droit luxembourgeois du même type.

Le Fonds assurera, par ailleurs, une adéquate diversification des risques en investissant ses actifs nets dans plusieurs opc différents.

Le Fonds ne pourra pas investir dans des opc qui ont pour objet d'investir à leur tour dans d'autres opc ainsi que dans des opc immobiliers.

La présente modification du règlement de gestion entrera en vigueur le 1^{er} février 2001.

Luxembourg, le 30 janvier 2001.

INTERNATIONAL GLOBAL FUND MANAGEMENT (LUXEMBOURG S.A.) / BANQUE PICTET (LUXEMBOURG) S.A.

Société de Gestion/ Banque Dépositaire

/ M. Berger / M.-C. Lange

Fondée de Pouvoir / Mandataire Commerciale

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} février 2001, vol. 549, fol. 15, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(10128/000/51) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2001.

**THIRD MIXED FUND MANAGEMENT COMPANY S.A., Société Anonyme,
(anc. SCONTINVEST MONEY MARKET FUND MANAGEMENT COMPANY S.A.).**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 18, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 49.573.

L'an deux mille, le dix-neuf décembre.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme SCONTINVEST MONEY MARKET FUND MANAGEMENT COMPANY S.A., ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 18, boulevard Royal, R. C. Luxembourg section B numéro 49.573, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 22 novembre 1994, publié au Mémorial C numéro 124 du 21 mars 1995. Les statuts ont été modifiés par acte sous seing privé, conformément à la loi du 10 décembre 1998 relative à la conversion par les sociétés commerciales de leur capital

en Euros, en date du 10 mars 1999, publié au Mémorial C numéro 427 du 9 juin 1999, ayant un capital social de cent vingt-cinq mille Euros (125.000,- EUR).

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Elo Rozencwajg, directeur de banque, demeurant à Mamer, qui désigne comme secrétaire Mademoiselle Marie-Paule Mockel, administrateur de sociétés, demeurant à Sanem.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur André Labranche, administrateur de sociétés, demeurant à Hobscheid.

Le bureau ainsi constitué, le président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1.- Modification de la dénomination sociale en THIRD MIXED FUND MANAGEMENT COMPANY S.A.

2.- Modification de l'objet social pour acter que l'objet de la société est la constitution, l'administration et la gestion d'un fonds commun de placement à compartiments multiples (le Fonds) dénommé THIRD MIXED FUND et l'émission de certificats ou de confirmations représentant ou documentant des parts de copropriété indivise dans ce Fonds.

3.- Changement conséquent de l'article 1^{er} et du premier paragraphe de l'article 3.

4.- Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés après avoir été signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

III.- Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle quelle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de changer la dénomination sociale en THIRD MIXED FUND MANAGEMENT COMPANY S.A.

Deuxième résolution

L'assemblée décide que l'objet social de la société sera la constitution, l'administration et la gestion d'un fonds commun de placement à compartiments multiples (le Fonds) dénommé THIRD MIXED FUND et l'émission de certificats ou de confirmations représentant ou documentant des parts de copropriété indivise dans ce Fonds.

Troisième résolution

Par conséquent, l'assemblée générale décide de modifier les articles 1^{er} et 3, 1^{er} paragraphe des statuts, qui auront désormais la teneur suivante:

«**Art. 1^{er}.** Il existe une société anonyme sous la dénomination de THIRD MIXED FUND MANAGEMENT COMPANY S.A.»

«**Art. 3. Paragraphe 1^{er}.** L'objet de la société est la constitution, l'administration et la gestion d'un fonds commun de placement à compartiments multiples (le Fonds) dénommé THIRD MIXED FUND et l'émission de certificats ou de confirmations représentant ou documentant des parts de copropriété indivise dans ce Fonds.»

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes, s'élève approximativement à vingt-cinq mille francs.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: E. Rozencwajg, M.-P. Mockel, A. Labranche, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 28 décembre 2000, vol. 512, fol. 31, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): Weniger.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 30 janvier 2001.

J. Seckler.

(10225/231/67) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2001.

**THIRD MIXED FUND MANAGEMENT COMPANY S.A., Société Anonyme,
(anc. SCONTINVEST MONEY MARKET FUND MANAGEMENT COMPANY S.A.).**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 18, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 49.573.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 30 janvier 2001.

J. Seckler.

(10226/231/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2001.

BANQUE MeRich, Société Anonyme.

Registered office: L-1611 Luxembourg, 65, avenue de la Gare.
R. C. Luxembourg B 76.653.

Minutes of the Extraordinary General Meeting of Shareholders held at the registered office on 1 September 2000

The meeting is opened at 10.00 o'clock with Mr Emilio Casagrande, residing in Breganzona, in the Chair.

The chairman appoints as secretary Mr Luca Mariani, residing in Valsolda Italia, and the assembly designates as scrutineer Mr Mariani, residing in Valsolda Italia,
all present and accepting.

The chairman declares and the meeting agrees:

- that all the shareholders present or represented and the number of shares held by them are shown on a list of attendance duly signed by the shareholders present, the proxies of the shareholders represented and the members of the committee; such list of attendance shall remain attached to these Minutes;

- that pursuant to the list of attendance, the whole share capital is present or represented and all the shareholders present or represented declare that they have had notice and knowledge of the agenda prior to this meeting, and consider themselves duly convened;

- that the present meeting is duly constituted and can therefore validly deliberate on the following agenda:

Agenda:

1. Appointment of Mr Flavio Zanzi as director of the company.

After having duly considered the item on the agenda, the meeting unanimously resolves as follows:

Sole resolution

The general meeting decides to increase the number of directors of the company to four and to elect Mr Flavio Zanzi, director, residing in Luxembourg, 71, rue des Trévières, as a new member of the board of directors, for a term to expire at the annual general meeting called to approve the accounts of the accounting year ending on the thirty-first of December two thousand.

There being no further business, the meeting is closed at 11.00 o'clock.

Signature / Signature / Signature

Chairman / Secretary / Scrutineer

List of attendance of the Extraordinary General Meeting of Shareholders held at the registered office on 1 September 2000

<i>Shareholders</i>	<i>Number of Shares</i>	<i>Present / Represented by</i>	<i>Signatures</i>
BSI ONLINE S.A.	899,998	Rep. by E. Casagrande	Signature
Mr. Alfredo Gysi	1	Rep. by E. Casagrande	Signature
Mr. Emilio Casagrande	1	Present	Signature
Total:	900,000		

Signature / Signature / Signature

Chairman / Secretary / Scrutineer

Circular resolutions of the board of directors of the company

These resolutions have been adopted in compliance with Article 8 of the Articles of Incorporation of the company.

First resolution

The board of directors of the company appoints Mr Emilio Casagrande, director of Banque MeRich S.A., residing in Breganzona (Switzerland), as president of the board.

As provided by Article 8 of the Articles of Incorporation of the company, the president of the board shall have a casting vote in the event that in any meeting of the board of directors the number of votes for and against a resolution shall be equal.

Second resolution

By virtue of the authorisation granted by the general meeting held before the Notary Maître Frank Baden, on 7 July 2000, the board of directors of the company decides to delegate the day-to-day management of the company to:

Mr Emilio Casagrande, prequalified.

and to

Mr Flavio Zanzi, director of Banque MeRich S.A., residing in L-2628 Luxembourg, 71, rue des Trévières.

Mr Emilio Gasagrande and Mr Flavio Zanzi shall bear the title «Managing Director».

Mr. E. Casagrande, *Director* Signature 1 September 2000

Mr. A. Gysi, *Director* Signature 1 September 2000

Me M. Martinoli, *Director* Signature 1 September 2000

Mr. F. Zanzi, *Director* Signature 1 September 2000

Enregistré à Luxembourg, le 11 septembre 2000, vol. 541, fol. 80, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff.(signé): Signature.

(48652/000/68) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2000.

GAMAX FUNDS.**ÄNDERUNG DER VERTRAGSBEDINGUNGEN**

Durch Entscheidung der GAMAX MANAGEMENT AG mit Zustimmung von STATE STREET LUXEMBOURG S.A. wurden die Vertragsbedingungen des GAMAX FUNDS wie folgt geändert:

1. Artikel 1.2: Ersetzen der Referenz auf die Ziffer 8 der Vertragsbedingungen durch eine Referenz auf die Ziffer 9 der Vertragsbedingungen.

2. Zusatzklärung zu den Vertragsbedingungen betreffend Gamax Funds - Maxi-Fonds International: Ersetzen der Abschnitte 3 und 4 durch folgenden Wortlaut:

«Die Verwaltungsgebühr beträgt für den Maxi-Fonds International 1,2% p.a. des durchschnittlichen Nettovermögenswertes und ist vierteljährlich zu zahlen.

Ausser der obengenannten Anteilklasse (A-Klasse) werden ebenfalls Anteile einer B-Klasse und C-Klasse ausgegeben, bei denen kein Ausgabeaufschlag erhoben wird, und für die eine im Prospekt angegebene Vertriebsgebühr vorgesehen ist. Für die Anteile der B-Klasse wird ein Rücknahmeabschlag bei vorzeitigem Verkauf berechnet.»

3. Zusatzklärung zu den Vertragsbedingungen betreffend Gamax Funds - Maxi Bond durch folgenden Wortlaut:

«Die Verwaltungsgebühr beträgt für den Maxi-Bond 0,9% p.a. des durchschnittlichen Nettovermögenswertes und ist vierteljährlich zu zahlen.

Ausser der obengenannten Anteilklasse (A-Klasse) werden ebenfalls Anteile einer B-Klasse und C-Klasse ausgegeben, bei denen kein Ausgabeaufschlag erhoben wird, und für die eine im Prospekt angegebene Vertriebsgebühr vorgesehen ist. Für die Anteile der B-Klasse wird ein Rücknahmeabschlag bei vorzeitigem Verkauf berechnet.»

4. Zusatzklärung zu den Vertragsbedingungen betreffend Gamax Funds - Top 100:

a) Ersetzen der Referenz betreffend die Ausgabe von 2 Anteilklassen durch eine Referenz auf die Ausgabe von 3 Anteilklassen.

b) Einführung eines neuen Abschnittes mit folgendem Wortlaut zwecks Beschreibung der neuen Anteilklasse C:

«Anteilklasse C:

Der Erstausgabepreis beträgt 10,00 DEM pro Anteil. Es wird kein Ausgabeaufschlag erhoben. Es wird eine zusätzliche Vertriebsgebühr von 1% p.a. berechnet.»

c) Festsetzung der Verwaltungsgebühr für den Gamax Funds - Top 100 auf 1,2% p.a. des durchschnittlichen Nettovermögenswertes.

5. Zusatzklärung zu den Vertragsbedingungen betreffend Gamax Funds - Junior:

a) Ersetzen der Referenz betreffend die Ausgabe von 2 Anteilklassen durch eine Referenz auf die Ausgabe von 3 Anteilklassen.

b) Einfügen eines neuen Abschnittes mit folgendem Wortlaut zwecks Beschreibung der neuen Anteilklasse C:

«Anteilklasse C:

Der Erstausgabepreis beträgt 10,00 DEM pro Anteil. Es wird kein Ausgabeaufschlag erhoben. Es wird eine zusätzliche Vertriebsgebühr von 1% p.a. berechnet.»

c) Festsetzung der Verwaltungsgebühr für den Gamax Funds - Junior auf 1,2% p.a. des durchschnittlichen Nettovermögenswertes.

6. Zusatzklärung zu den Vertragsbedingungen betreffend Gamax Funds - Mobil:

a) Ersetzen der Referenz betreffend die Ausgabe von 2 Anteilklassen durch eine Referenz auf die Ausgabe von 3 Anteilklassen.

b) Einfügen eines neuen Abschnittes mit folgendem Wortlaut, zwecks Beschreibung der neuen Anteilklasse C:

«Anteilklasse C:

Der Erstausgabepreis beträgt 10,00 DEM pro Anteil. Es wird kein Ausgabeaufschlag erhoben. Es wird eine zusätzliche Vertriebsgebühr von 1% p.a. berechnet.»

c) Festsetzung der Verwaltungsgebühr für den Gamax Funds - Mobil auf 1,2% p.a. des durchschnittlichen Nettovermögenswertes.

d) Anlagerichtlinien: Abänderung der Beschreibung der Anlagerichtlinien wie folgt:

«Das Vermögen des Gamax Funds - Mobil wird im wesentlichen in Aktien von Unternehmen angelegt, deren Warenproduktion oder Dienstleistungsangebot in einer schnell wachsenden oder rapide wechselnden Branche der Weltwirtschaft ist, und daher besonders gute Kapitalgewinne erwarten lassen, aber mit entsprechend erhöhtem Risiko. Sowohl jüngere als auch gut etablierte Unternehmen werden ausgewählt.»

7. Zusatzklärung zu den Vertragsbedingungen betreffend Gamax Funds - Senior:

a) Ersetzen der Referenz betreffend die Ausgabe von 2 Anteilklassen durch eine Referenz auf die Ausgabe von 3 Anteilklassen.

b) Einfügen eines neuen Abschnittes mit folgendem Wortlaut, zwecks Beschreibung der neuen Anteilklasse C:

«Anteilklasse C:

Der Ausgabepreis beträgt 10,00 Euro pro Anteil. Es wird kein Ausgabeaufschlag erhoben. Es wird eine zusätzliche Vertriebsgebühr von 1% p.a. berechnet.»

c) Festsetzung der Verwaltungsgebühr für den Gamax Funds - Senior auf 1,2% p.a. des durchschnittlichen Nettovermögenswertes.

Diese Änderungen werden am 1. März 2001 in Kraft treten.

Luxemburg, den 22 Januar 2001.

GAMAX MANAGEMENT AG

Unterschriften

STATE STREET BANK LUXEMBOURG S.A.

R. Remond / M. B. Betroz

Vice-President / Vice-President

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} février 2001, vol. 549, fol. 17, case 2. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(10279/260/72) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2001.

LEADERMAN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.
R. C. Luxembourg B 49.042.

Le bilan au 31 décembre 1997, enregistré à Luxembourg, le 13 septembre 2000, vol. 541, fol. 92, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 septembre 2000.

Signature

Un mandataire

(49312/751/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2000.

LEADERMAN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.
R. C. Luxembourg B 49.042.

Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 13 septembre 2000, vol. 541, fol. 92, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 septembre 2000.

Signature

Un mandataire

(49313/751/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2000.

LEADERMAN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.
R. C. Luxembourg B 49.042.

Extrait des délibérations de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires tenue au siège social de la société en date du 13 avril 2000 à 11.00 heures

Décisions

L'Assemblée, à l'unanimité, a décidé:

- d'approuver le rapport de gestion du conseil d'administration et les rapports du commissaire aux comptes relatifs aux exercices clôturant au 31 décembre 1997 et 31 décembre 1998,
- d'approuver les comptes annuels pour les exercices sociaux se terminant les 31 décembre 1997 et 31 décembre 1998.

L'exercice 1997 clôture avec un bénéfice de LUF 312.977,-

- d'affecter les résultats tel que proposé dans le rapport du conseil d'administration, soit:

- Report du bénéfice:	312.977,- LUF
- Report à nouveau sur exercices suivants:	6.066,- LUF

L'exercice 1998 clôture avec une perte de LUF 585.654,-

- d'affecter les résultats tel que proposé dans le rapport du conseil d'administration, soit:

- Report de la perte	585.654,- LUF
- Report à nouveau sur exercices suivants:	591.720,- LUF
- d'accorder décharge par vote spécial aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la société pour l'exécution de leurs mandats respectifs jusqu'au 31 décembre 1998,
- de reconduire les administrateurs et le commissaire aux comptes dans leurs mandats jusqu'à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires statuant sur les comptes de l'année 1999.

Pour extrait conforme

Pour publication

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 13 septembre 2000, vol. 541, fol. 92, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(49314/751/34) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2000.

MULTI-STRATEGY PORTFOLIO, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2965 Luxembourg, 52, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 73.332.

L'an deux mille un, le quinze janvier.

Par-devant Maître Reginald Neuman, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

Les membres du bureau de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société MULTI-STRATEGY PORTFOLIO, société anonyme sous le régime d'une société d'investissement à capital variable, tenue en date du 11 décembre 2000, publiée au Mémorial C numéro 19 du 11 janvier 2001, (ci-après la «Société»), ayant son siège social à Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de et à Luxembourg, section B numéro 73.332, à savoir:

- le Président, Monsieur Paul Suttor, sous-directeur, demeurant à Weiler-la-Tour,
- le Secrétaire, Madame Sylvianne Baronheid, employée privée, demeurant à Anlier-Belgique,
- le Scrutateur, Madame Christine Hesbois, employée privée, demeurant à Consdorf,

Monsieur Paul Suttor agissant pour le surplus comme mandataire de l'unique actionnaire figurant à la liste de présence annexée au procès-verbal de ladite assemblée.

Lesquels comparants ont déclaré et requis le notaire instrumentant de documenter qu'ils rectifient les deux résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire du 11 décembre 2000, prémentionnée, comme suit:

La première résolution aurait dû et doit se lire comme suit:

«L'assemblée décide de modifier le quatrième paragraphe de l'article 13 des statuts de la société pour lui donner la teneur suivante:

«La Société constitue une seule et même entité juridique. Cependant, les actifs d'un compartiment déterminé ne répondront que des dettes, engagements et obligations qui concernent ce compartiment. Dans les relations des actionnaires entre eux, chaque compartiment est traité comme une entité à part.»»

La deuxième résolution aurait dû et doit se lire comme suit:

«L'assemblée décide d'ajouter un deuxième paragraphe à l'article 14 des statuts qui aura la teneur suivante:

«Cependant, le Conseil d'Administration pourra à tout moment limiter la possibilité de conversion entre différents compartiments.»»

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: P. Suttor, S. Baronheid, C. Hesbois et R. Neuman.

Enregistré à Luxembourg, le 19 janvier 2001, vol. 8CS, fol. 19, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 janvier 2001.

R. Neuman.

(07663/226/40) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 janvier 2001.

MULTI-STRATEGY PORTFOLIO, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2965 Luxembourg, 52, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 73.332.

Le texte des statuts coordonnés a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 janvier 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

(07664/226/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 janvier 2001.

SOCIETE D'INVESTISSEMENT SUISSE-LUXEMBOURGEOISE S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 53.407.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 12 septembre 2000, vol. 541, fol. 84, case 6, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 septembre 2000.

Pour SOCIETE D'INVESTISSEMENT SUISSE-LUXEMBOURGEOISE S.A., Société Anonyme

BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG

Société Anonyme

P. Frédéric / S. Wallers

(49639/006/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2000.

TD WATERHOUSE INVESTMENT SERIES, Fonds Commun de Placement.

MANAGEMENT REGULATIONS

This Agreement is made as of 28 November 2000

Between:

TD ASSET MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A., a société anonyme, incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and having its registered office at 39, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg (hereinafter called the «Management Company»), acting for itself and on behalf of and in the interest of the unitholders (the «Unitholders») of TD WATERHOUSE INVESTMENT SERIES, a mutual investment fund (hereinafter called the «Fund») organised under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, on the first part,

and

CREDIT AGRICOLE INDOSUEZ (LUXEMBOURG) S.A., having its registered office at 39, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg (hereinafter called the «Custodian»), on the second part.

The Management Regulations will be published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations on February 14, 2001.

Art. 1. The Fund

The Fund is organised and exists under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg as an open-ended mutual investment fund («fonds commun de placement»), managed for the account and in the exclusive interest of its co-owners (hereinafter referred to as the «Unitholders») by the Management Company.

The Management Company issues joint-ownership units («Units») of different classes corresponding to a portfolio of assets (a «Sub-Fund») as described in these Management Regulations, and of such other classes as the Management Company may decide to issue subsequently.

Units of each Sub-Fund will further be sub-divided into two classes, namely Accumulation Units and Distribution Units.

Units in each class are issued in registered form only. All Units are issued to the nearest 1000th of a Unit.

Ownership of registered Units is evidenced by an entry on the register of Unitholders. Units of all classes entitle the holders thereof to a proportionate entitlement of the assets of the relevant Sub-Fund.

Unitholders of a Sub-Fund, and within a Sub-Fund, class of Units, have equal rights among themselves in respect of their entitlement to the assets of the relevant Sub-Fund and to voting on matters related to such Sub-Fund, and within a Sub-Fund, class of Units, irrespective of the Net Asset Value per Unit of the Units. Units of a Sub-Fund have no preferential or pre-emption rights and are freely transferable, save as provided in these Management Regulations.

The assets of the Fund are held in safe custody by the Custodian.

The assets of the Fund are segregated from those of the Management Company. The Fund is liable towards the Management Company and the Unitholders, except if and to the extent provided for under these Management Regulations.

By the acquisition of Units any Unitholder fully accepts these Management Regulations which determine the contractual relationship between the Unitholders, the Management Company and the Custodian. Claims of third parties against the Fund directed against the Management Company shall be accounted for in the relevant Sub-Fund and, where applicable, class of Units. For the purpose of the relations as between Unitholders, each Sub-Fund is treated as a separate legal entity.

Art. 2. The Management Company

The Fund is managed by the Management Company for the exclusive account of the Unitholders.

The Management Company is vested with the broadest powers to, in the name and on behalf of the Unitholders, administer and manage the Fund, subject to the restrictions set forth in Article 5 hereafter, including but not limited to the right to purchase, subscribe, sell or otherwise receive or dispose of selected and diversified investments permitted for each Sub-Fund, including, without limitation and where relevant, transferable securities, transferable debt securities and ancillary liquid assets as may be permitted in the case of each Sub-Fund; to supervise and manage such investments; to exercise, while the holder of any such investments, all the rights, powers and privileges appertaining to the holding or ownership thereof to the same extent as an individual could do; to conduct research and investigations in respect of investments; to secure information pertinent to the investments and employment of assets of the Sub-Funds; to procure research investigations, information and other investment advisory services from any investment advisor for which remuneration shall be at its sole charge; to do everything necessary or suitable and proper for the accomplishment of any of the purposes and powers hereinabove set forth, either alone or in conjunction with others; and to do every other act or thing incidental to the purposes aforesaid, provided the same are not inconsistent with the laws of Luxembourg or of any jurisdiction where the Fund may be registered.

The board of directors of the Management Company (the «Board») shall determine the investment policy of the Fund for its several Sub-Funds within the restrictions set forth in Article 5 hereafter. The Board may appoint a general manager or managers and/or administration agents to carry out on behalf of the Management Company the investment policy and/or the day-to-day administration and management of the assets of the Fund.

The Management Company is entitled to receive, out of the assets of the Fund, a management fee corresponding to a percentage per annum of the Net Asset Value of the Sub-Funds as more fully described in Exhibit 1 of the Fund's prospectus, calculated and accrued on each Dealing Day (as defined hereinafter) and payable monthly in arrears.

Art. 3. The Custodian

The Management Company shall appoint and terminate the appointment of the Custodian.

The Custodian or the Management Company may terminate the appointment of the Custodian at any time upon at least six months' written notice delivered by one party or the other, provided, however, that such termination is subject to the condition that a new custodian, which has to be appointed within two months of the termination as aforesaid, assumes the responsibility and functions of the Custodian under these Management Regulations and provided further, that the appointment of the Custodian shall continue thereafter for such period as may be necessary to transfer all assets of the Fund to the new custodian.

In the event that the Custodian terminates its appointment, the Management Company will appoint a new custodian who assumes the responsibilities and functions of the Custodian under these Management Regulations.

All cash and securities constituting the assets of the Fund shall be held by the Custodian on behalf of the Unitholders of the Fund. The Custodian may entrust banks and financial institutions with the custody of such assets. The Custodian may hold securities in fungible accounts with such clearing houses as the Custodian may determine. It will have the normal duties of a bank with respect to the Fund's deposits of cash and securities. The Custodian may only dispose of the assets of the Fund and make payments to third parties on behalf of the Fund on receipt of instructions from the Management Company or its appointed agents.

Upon receipt of instructions from the Management Company, the Custodian will perform all acts of disposal with respect to the assets of the Fund and make payments to third parties on behalf of the Fund.

The Custodian shall sign and be a party to these Management Regulations. The Custodian shall verify the compliance by the Management Company with these Management Regulations with respect to the assets of the Fund and the receipt under custody for the Fund of counterparts of all documentation for all transactions made on behalf of the Fund.

The Custodian shall moreover be entrusted by the Management Company with the duty to settle the securities purchased against delivery, to deliver against payment of their price the securities sold, to cash dividends and interests from securities and to exercise subscription and attribution rights attached to these. The Custodian must moreover ensure that:

- (i) the sale, issue, redemption, switching and cancellation of Units are carried out in accordance with the Luxembourg law of 30th March 1988 on collective investment undertakings (the Laws) and these Management Regulations; and
- (ii) the value of Units is calculated in accordance with the Law and the Management Regulations; and
- (iii) the instructions of the Management Company, unless they conflict with the Law or the Management Regulations are carried out; and
- (iv) in transactions involving the assets of the Fund, the consideration is remitted to it within the usual time limits; and
- (v) the income of the Fund is applied in accordance with the Management Regulations.

The Custodian is entitled to such fees as will be determined from time to time between the Management Company and the Custodian and such fees will be payable by the Management Company out of the assets of the Fund.

Art. 4. Investment Objectives and Policies

The objective of the Fund is to give investors access to a world-wide selection of markets through a range of diversified and internationally invested Sub-Funds.

The investment policy of the Fund is determined by the Management Company in respect of the political, economical, financial or monetary situations prevailing in the Eligible Markets set out herein and into which the Sub-Funds may invest, and published in the Fund's prospectus.

A broad diversification of risk is achieved by a choice of transferable securities which may not be – except for the restrictions outlined under Article 5 – geographically or economically limited, nor limited as to the type of transferable securities chosen. The Management Company shall in its discretion decide what investment opportunities the Fund shall offer to investors.

Further the Management Company shall alone be entitled to fix the date of issue of any further classes of Units.

The Management Company may decide to discontinue or to merge existing Sub-Funds without any charges for the Unitholders, subject to a one month's prior advance notice being given to the Unitholders and subject further to the current Fund's prospectus being either amended by way of a prospectus supplement or a revised prospectus being issued. In addition, the Management Company shall inform holders of Units thereof by publication of a notice in such newspapers as determined by the board of directors of the Management Company, unless all the Unitholders and their addresses are known to the Management Company.

In order to reduce operational and administrative charges while allowing a wider diversification of investments, the Management Company may decide that part or all of the assets of any Sub-Fund will be co-managed together with assets belonging to other Luxembourg collective investment schemes.

Art. 5. Investment Powers and Limitations

The Board shall, upon the principle of spreading of risks, have power to determine the course of conduct of the management and business of the Fund, complying with the following investment powers and limitations:

- (1) The Fund may invest only in:
 - (i) transferable securities admitted to official listing on a stock exchange in an Eligible State; and/or
 - (ii) transferable securities dealt in on any other Regulated Market in an Eligible State; and/or
 - (iii) recently issued transferable securities, provided that the terms of issue include an undertaking that application will be made for admission to an official listing on an Eligible Market and such admission is achieved within a year of the issue, (all such securities under (i), (ii) and (iii) above being hereby defined as Eligible Transferable Securities);

Provided that the Fund may also invest in transferable securities other than Eligible Transferable Securities or in debt instruments such as money market instruments which are treated because of their characteristics as equivalent to transferable securities and which are, inter alia, transferable, liquid and have a value which can be accurately determined on each Dealing Day, provided further that the total of such debt instruments and of investments other than Eligible Transferable Securities shall not exceed 10 per cent of the net assets attributable to any Sub-Fund.

(2) The Fund may hold ancillary liquid assets.

(3) (i) The Fund will invest no more than 10 per cent of the net assets of any or all the Sub-Funds (as appropriate) in transferable securities issued by the same issuing body. Moreover, where the Fund holds, on behalf of a Sub-Fund, investments in transferable securities of any issuing body which individually exceed 5 per cent of the net assets of such Sub-Fund, the total of all such investments must not account for more than 40 per cent of the total net assets of such Sub-Funds;

(ii) the limit of 10 per cent laid down in sub-paragraph (3)(i) above will be increased to a maximum of 35 per cent in respect of transferable securities which are issued or guaranteed by a member state of the European Union («Member State»), by its local authorities, by another Eligible State or by public international bodies of which one or more Member States are members, and such securities not being included in the calculation of the limit of 40 per cent stated in sub-paragraph (3) (i) above;

provided that the limits set out in sub-paragraphs (3)(i) and (ii) above may not be aggregated and, accordingly, investments in transferable securities issued by the same issuing body effected in accordance with sub-paragraphs (3)(i) and (ii) above may not, in any event, exceed a total of 35 per cent of any Sub-Fund's net assets;

(iii) notwithstanding sub-paragraphs (3)(i) and (ii) above, where any Sub-Fund has invested in accordance with the principle of risk spreading in transferable securities issued or guaranteed by a Member State, by its local authorities, by an OECD member country or by public international bodies of which one or more Member States are members, the Fund is authorised to invest up to 100 per cent of the net assets of such Sub-Fund in such securities, provided that the Sub-Fund holds securities from at least six different issues and securities from one issue do not account for more than 30 per cent of the total net assets of such Sub-Funds.

(4) The Fund will not:

(i) own more than 10 per cent of the outstanding securities of any class of any one issuer; or

(ii) acquire units carrying voting rights which would enable the Fund to take legal or management control or to exercise significant influence over the management of the issuing body; or

(iii) acquire more than 10 per cent of the units of the same collective investment undertaking.

Such limits referred to in this sub-paragraph 4 shall not apply to the securities referred to under Article 45, paragraph (3), sub-paragraphs (a), (b) and (c) of the Law of 30th March 1988, or to investment by a Sub-Fund in one or more wholly-owned (except for qualifying units) investment vehicle or investment vehicles incorporated in a non-Member State which invests its assets mainly in the securities of issuing bodies having their registered office in that State, where, under the legislation of that State such a holding represents the only way in which the Fund can invest in the securities of issuing bodies of that State, provided that in its investment policy the company from the non-Member State complies with the limits laid down in articles 42, 44 and 45 paragraph (1) and (2) of the Law of 30th March 1988.

(5) The Fund will further not:

(i) make investments in, or enter into transactions involving, precious metals, commodities or certificates representing these;

(ii) purchase or sell real estate or any option, right or interest therein, provided the Fund may invest in securities secured by real estate or interests therein or issued by companies which invest in real estate or interests therein;

(iii) invest more than 5 per cent of the net assets attributable to any Sub-Fund in units of other collective investment undertakings of the open-ended type. Such investments may be made by the Fund, only if:

(a) such collective investment undertaking of the open-ended type is a UCITS within the meaning of the first and second indent of Article 1(2) of the EEC directive 851611 of 20 December 1985;

(b) in the case of a UCITS linked to the Fund by common management or control or by a substantial direct or indirect holding, or managed by a management company linked to the Investment Adviser appointed by the Board, the UCITS must be one that in accordance with its constitutional documents specialises in investment in a specific geographical area or economic sector and no fees or costs on account of the transaction relating to the units in the UCITS may be charged by the Fund;

(iv) purchase any securities on margin (except that the Fund may obtain such short-term credit as may be necessary for the clearance of purchases and sales of securities) or make short sales of securities or maintain a short position; deposits or other accounts in connection with option, forward or financial futures contracts, permitted within the limits below, are not considered margins for this purpose;

(v) make loans to, or act as a guarantor for, other persons, provided that for the purpose of this restriction (i) the acquisition of Eligible Transferable Securities in fully or partly-paid form and (ii) the permitted lending of portfolio securities subject to all applicable laws and regulations and the consent of the Custodian and (iii) the purchase of foreign currency by back-to-back loans shall not be deemed to constitute the making of a loan or be prohibited by this sub-paragraph;

(vi) borrow for the account of any Sub-Fund, up to 10 per cent of the total net assets of that Sub-Fund, taken at a market value, and then only from banks as a temporary measure for extraordinary purposes including the redemption of Units provided that back-to-back loans will not count as borrowings for these purposes;

(vii) mortgage, pledge, hypothecate or in any manner encumber as security for indebtedness, any securities owned or held by the Fund, except as may be necessary in connection with the borrowings permitted by sub-paragraph (5)(vi) above, and then such mortgaging, pledging, hypothecating or encumbering may not exceed 10 per cent of the relevant Sub-Fund's total net assets and must be subject to the prior consent of the Custodian. The deposit of securities or other assets in a separate account in connection with option or financial futures transactions shall not be considered to be a mortgage, pledge or hypothecation or encumbrance for this purpose;

(viii) make investments in any assets involving the assumption of unlimited liability;

(ix) invest more than 10 percent of the net assets of the Fund or the Sub-Fund in shares of stock privately placed, mortgage securities (teito shoken) or unlisted shares of stock, which can not be readily realised;

Investments referred to under (ix) above, shall not, together with any investments in debt instruments such as money market instruments which are treated because of their characteristics as equivalent to transferable securities and which are, inter alia, transferable, liquid and have a value which can be accurately determined on each Dealing Day and with investments other than Eligible Transferable Securities, exceed 10 percent of the net assets attributable to any Sub-Fund.

The Management Company acting in connection with all the collective investment funds which it manages and which fall within the scope of Part I of the 30 March Law, may not acquire any shares carrying voting rights which would enable it to exercise significant influence over the management of an issuing body.

As long as its Units are registered for public offer and sale in Japan and as long as this is a requirement under regulatory guidance of such country, no more than 50 percent of the total number of the outstanding shares of stock of any one company may not be acquired on behalf of all investment funds managed by the Investment Adviser. The above percentage may be computed either at the time of the purchase or at the market price.

The Management Company acting on behalf of the Fund, or any of its related companies or a director or Major Shareholder (as defined hereinafter) of the Management Company or a related company may not buy or sell securities nor grant or receive loans of securities to or from the assets of the Fund or for their account. A Major Shareholder means a shareholder, who holds, in his own name or another name (as well as in the nominee's name), more than 10% of the total number of shares of stock of such company.

If the limitations above are exceeded for reasons beyond the control of the Fund or as a result of the exercise of subscription rights, it must adopt as a priority objective sales transactions for the remedying of that situation, taking due account of the interests of its Unitholders.

An «Eligible Market» is an official stock exchange or Regulated Market in an Eligible State;

A «Regulated Market» is a regulated market which operates regularly and is recognised and open to the public; and

An «Eligible State» is any country of Western or Eastern Europe, Asia, Oceania, the American Continents or Africa.

The Management Company may from time to time impose further investment limitations as shall be compatible with or in the interest of Unitholders, in order to comply with the laws and regulations of the countries where the Units of the Fund are sold.

Art. 6. Issue of Units

The Management Company will, without limitation, allot and issue, registered Units (and within each Sub-Fund allot and issue Accumulation Units and Distribution Units) at any time at the basis of the respective Net Asset Value per Unit determined according to Article 9, without reserving preferential subscription rights to existing Unitholders. Registered Units will be calculated to the nearest 1.000th of a Unit. Fractions of registered Units will be issued to the nearest 1.000th of a Unit, whether resulting from purchase or conversion of Units.

The Management Company may register registered Units jointly in the names of not more than four holders should they so require. In such case rights attaching to such Units may be exercised by any of those parties in whose names they are registered unless they appoint one or more persons specifically to do so.

In respect of the Reserve Sub-Funds, there is no minimum initial and subsequent subscription.

Initial applications for Units in respect of the other Sub-Funds have to be for an amount of not less than US Dollars 100.- or equivalent in the Base Currency of the relevant Sub-Fund or in other Authorised Payment Currencies as further described in Exhibit 1 of the Fund's prospectus or such other amount as the Management Company may decide. The Distributors of the Fund may waive a part of the initial minimum subscription amount, subject to the acceptance of the Management Company and with due regard to the equal treatment of Unitholders. Subsequent applications will have to be for not less than US Dollars 100 or equivalent in the Base Currency of the relevant Sub-Fund or in other Authorised Payment Currencies as further described in Exhibit 1 of the Fund's prospectus or such other amount as the Management Company may decide.

Units of the Sub-Funds are allotted on the basis of the relevant Net Asset Values (determined in accordance with the provisions described in Article 9), calculated following receipt of the application. During an initial offer period Units of the Sub-Funds concerned will be allotted at the relevant initial Issue Prices plus any applicable Initial Sales Charge.

Units in the Fund shall be issued by the Management Company, provided payment is made to the Custodian within such period as hereafter described and as the Management Company may from time to time determine.

The allotment of Units is conditional and Units will be issued only upon receipt by the Custodian of cleared monies within one business day (being any day – except Saturday or Sunday – on which commercial banks are open for business in Luxembourg, a «Business Day») following the relevant Dealing Day in respect of the Sub-Funds and within three Business Days following the relevant Dealing Day in respect of the other Sub-Funds, except as otherwise agreed in writing with the Fund. If timely settlement is not made an application may lapse and be cancelled.

The subscription price of the Reserve Sub-Funds is payable in the Base Currency of the relevant Sub-Fund. The subscription price of the Non-Reserve Sub-Funds plus any applicable Initial Sales Charge may be paid in the Base Currency of the relevant Sub-Fund, or, at the investor's choice, in another Authorised Payment Currency. The foreign currency exchange cost, if any, will be paid by the investor. While the foreign currency exchange is being performed, the investor may be exposed to a short-term risk of foreign exchange fluctuation.

An investor may also in respect of both Reserve Sub-Funds and Non-Reserve Sub-Funds, with the prior approval of the Management Company, pay in any other freely convertible currency other than the Base Currency of the relevant Sub-Fund or Authorised Payment Currency in the case of Non-Reserve Sub-Funds, and in this case, conversion from this other freely convertible currency to the the relevant Sub-Fund's Base Currency will be effected at the investor's cost.

Payment for Units may either be in cash or, in exceptional cases, with prior approval of the Management Company, by assets contributed in kind. Payment in kind may be made by contributing to the Fund securities acceptable to the Management Company and consistent with the investment policy and restrictions of the Fund and the relevant Sub-Fund as set out in the Fund's prospectus. The valuation of any assets contributed in kind will, subject to all applicable laws, be prepared by the auditor of the Fund who shall confirm the value of such assets in a special audit report, all at the investor's cost. Payment in cash may be made by telegraphic transfer or cheque, all in accordance with the payment procedures described in the Fund's current prospectus.

Units are offered for sale on each Business Day, except in case of suspension of the Net Asset Value determination and of the issue of Units as under Article 10 hereafter. Applications for Units shall be irrevocable after they have been made to the Management Company, and may be withdrawn only if there is a suspension of the Net Asset Value determination or if the Management Company has delayed or rejected the application.

The Management Company reserves the right to reject any application in whole or in part or to cancel without notice an allotment in any case when the application details (allowing the Fund properly to identify and register the legal owner of the Units allotted) are not returned within such delay as determined by the Management Company. If an application is rejected, the Fund, at the risk of the applicant, will return the application monies or the balance thereof, without any interest thereon at conditions and within such delay as decided by the Management Company.

The Management Company is authorised to impose or relax such restrictions (other than any restrictions on transfer of Units) as it may think necessary to ensure that Units (whether Accumulation Units or Distribution Units) are not acquired or held by or on behalf of (i) any person in breach of the law or requirements of any country, governmental or regulatory authority; or (ii) any person in circumstances which in the opinion of the Management Company might result in the Fund incurring any liability to taxation or suffering any other pecuniary disadvantage which the Fund might not otherwise have incurred or suffered.

The Fund may restrict or prevent the ownership of Units by any person, firm or body corporate and without any limitation by any US Person or Canadian Person. For such purposes, the Management Company may decline to issue any Units where it appears to it that such registration would or might result in such Units being directly or beneficially owned by a US Person or a Canadian Person or by any other Person who is precluded from holding Units in the Fund. The Management Company also has powers under the Management Regulations, at any time, to require a Unitholder whose name is entered in the register of Unitholders to provide such information, as it may consider necessary, supported by an affidavit to establish whether or not beneficial ownership of such Unitholders Units rests in a person who is precluded from holding Units in the Fund.

For this purpose, US Person is defined as:

- (i) any natural person resident in the United States; or
- (ii) any corporation or partnership organised or incorporated under the laws of the United States or of any other jurisdiction if formed other than by accredited investors who are not natural persons, estates or trusts principally for the purpose of investing in securities not registered under the United States Securities Act of 1933 as amended; or
- (iii) any estate of which an executor or administrator is a US Person (unless an executor or administrator of the estate who is not a US Person has sole or shared investment discretion over the assets of the estate and such estate is governed by non-US Law); or
- (iv) any trust of which any trustee is a US Person (unless a trustee who is a professional fiduciary is a US Person and a trustee who is not a US Person has sole or shared investment discretion over the assets of the trust and no beneficiary (or settlor, if the trust is revocable) of the trust is a US Person); or
- (v) any discretionary account or similar account (other than an estate or trust) held by a dealer or other fiduciary for the benefit or account of a US Person; or
- (vi) any discretionary account or similar account (other than an estate or trust) held by a dealer or other fiduciary organised, incorporated or (if an individual) resident in the United States for the benefit or account of a US Person.

Canadian Person is defined as:

- (i) any natural person resident in Canada; or
- (ii) any corporation or partnership organised or incorporated under the laws of the Canada or of any province thereof or of any other jurisdiction if such corporation is resident in Canada; or
- (iii) any trust of which any trustee is a Canadian Person; or
- (iv) any partnership, any of whose members are a Canadian Person; or
- (v) the heirs, executors, administrators or other legal representatives of a Canadian Person.

Where it appears to the Fund that any person who is precluded from holding Units in the Fund, either alone or with any other person, is a beneficial or registered owner of Units, it may compulsorily redeem such Units.

Art. 7. Dealing Times

Except for the Reserve Sub-Funds, dealing instructions for subscriptions, switches or redemptions of Units received by the Central Administrator by 3.00 p.m. Luxembourg time on a Dealing Day will be effected on that Dealing Day. With respect to the Reserve Sub-Funds, dealing instructions for subscriptions, switches or redemptions of Units received by the Central Administrator by 12.00 noon Luxembourg time on a Dealing Day will be effected on that Dealing Day. The Net Asset Value per Unit of each Sub-Fund will be determined on the basis of the last available prices on such Dealing Day. Dealing instructions received by the Central Administrator after the above relevant time will be dealt with on the following Dealing Day. Dealing instructions received in respect of a Dealing Day on which the valuation of Units of the relevant Sub-Fund(s) is suspended will be held over until the valuation is no longer suspended unless the investor requests the dealing instruction to be withdrawn.

Art. 8. Prices of Units

The Net Asset Value per Unit for each class of Units will be calculated on each Dealing Day, being every Business Day as defined in the Fund's prospectus.

In certain circumstances, the Net Asset Value determinations may be suspended and during such period of suspension, Units of the Sub-Fund(s) to which the suspension relates will not be issued (other than those already allotted), switched, redeemed or transferred.

Until the first dividend in each Sub-Fund is declared, the Net Asset Value per Unit for Accumulation Units and Distribution Units in each Sub-Fund will remain the same. Thereafter, the Net Asset Value per Unit of the Distribution Units of each Sub-Fund will be adjusted to reflect the amount of attributable income declared and paid by way of dividend. The Net Asset Value per Unit of the Accumulation Units of each Sub-Fund will however not be affected as income attributable to the Accumulation Units will be retained in the Sub-Fund and will enhance the value of the Units.

Art. 9. Net Asset Value Determination

(a) The reporting currency of the Fund will be US Dollars. The financial statements of the Fund in relation to each Sub-Fund will also be prepared in US Dollars and in the base currency of each Sub-Fund. The Net Asset Value of the Units of each Sub-Fund will be expressed in the relevant base currency of the Sub-Fund concerned, as decided by the Management Company and shall be determined on each Dealing Day by (i) ascertaining the value of the total assets of the relevant Sub-Fund properly allocable to that Sub-Fund; (ii) deducting therefrom the total liabilities of the relevant Sub-Fund allocable to that Sub-Fund and (iii) dividing that part of the Net Asset Value attributable respectively to Class A Units and Class B Units by the relevant number of Class A Units and Class B Units for each Sub-Fund in issue, as appropriate.

(1) The assets of the Fund shall be deemed to include:

(i) all cash in hand or receivable or on deposit, including accrued interest;

(ii) all bills and notes payable on demand and any amounts due (including the proceeds of securities sold but not yet collected);

(iii) all securities, units, bonds, debentures, options or subscription rights and any other investments and securities belonging to the Fund;

(iv) all dividends and distributions due to the Fund in cash or in kind to the extent known to the Fund provided that the Fund may adjust the valuation for fluctuations in the market value of securities due to trading practices such as trading ex-dividend or ex-rights;

(v) all accrued interest on any interest bearing securities held by the Fund except to the extent that such interest is comprised in the principal thereof;

(vi) the preliminary expenses of the Fund insofar as the same have not been written off; and

(vii) all other permitted assets of any kind and nature including prepaid expenses.

(2) The value of assets of the Fund shall be determined as follows:

(i) the value of any cash in hand or on deposit, discount notes, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received, shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the Management Company may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(ii) the value of all portfolio securities which are listed on an official stock exchange or traded on any other Regulated Market will be valued at the Dealing Day last available prices on the principal market on which such securities are traded as at the time they are valued, as furnished by a pricing service approved by the Management Company. The calculation of the NAVs of the respective Sub-Funds is performed on the Business Day corresponding to the Dealing Day on which the value of all portfolio securities is determined. If, in the opinion of the Management Company, such prices are not representative of the fair value, such securities as well as all other permitted assets, including securities which are not listed on a stock exchange or traded on a Regulated Market, will be valued at a fair value at which it is expected that they may be resold, as determined in good faith by and under the direction of the Management Company;

(iii) in connection with the Reserve Sub-Funds, zero coupon and other transferable debt securities with a residual maturity of up to one year shall be valued on an amortised cost basis, thereby accurately recording the income accruing over the period hold.

(3) The liabilities of the Fund shall be deemed to include:

(i) all borrowings, bills and other amounts due;

(ii) all administrative expenses due or accrued including (but not limited to) the costs of its constitution and registration with regulatory authorities, as well as legal, audit, management, custodial, paying agency and corporate and central administration agency fees and expenses, the costs of legal publications, the cost of listing, prospectuses, financial reports and other documents made available to Unitholders, translation expenses and generally any other expenses arising from the administration of the Fund;

(iii) all known liabilities, due or not yet due including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of all dividends declared by the Fund which remain unpaid until the day these dividends revert to the Fund by prescription;

(iv) any appropriate amount set aside for taxes due on the date of the valuation and any other provisions of reserves authorised and approved by the Management Company; and

(v) any other liabilities of the Fund of whatever kind towards third parties.

For the purposes of valuation of its liabilities, the Fund may duly take into account all administrative and other expenses of regular or periodical character by valuing them for the entire year or any other period and by dividing the amount concerned proportionately for the relevant fractions of such period.

(b) In connection with the Reserve Sub-Funds, the underlying securities and money market instruments shall be valued on the basis of their amortised cost. This involves valuing an instrument at its cost and thereafter assuming a constant amortisation to maturity of any discount or premium, regardless of the impact of fluctuating interest rates on the market value of the instruments. While this method provides certainty in valuation, it may result in periods during which value, as determined by amortised cost, is higher or lower than the market price. Procedures have been established in order to stabilise, to the extent reasonably possible, the Reserve Sub-Fund's Net Asset Value per Unit at the level of the initial price per Unit as mentioned in Exhibit 1 of the Fund's prospectus. The Reserve Sub-Funds holdings shall be periodically reviewed by the Management Company to determine whether a deviation exists between the Net Asset Value calculated using market quotations and that calculated on an amortised cost basis. In the event it is determined that a deviation exists which may result in material dilution or other unfair results to investors or existing Unitholders of the Reserve Sub-Funds, the Management Company will take such corrective action as is regarded necessary and appropriate, including the reduction of the number of outstanding Units of the Reserve Sub-Funds by the proportionate redemption of certain of the Units of each Unitholder, the sale of Reserve Sub-Funds instruments prior to maturity to realise capital gains or losses or to shorten average Sub-Fund maturity, withholding dividends, or establishing a Net Asset Value per Unit by using available market quotations. If the number of outstanding Units is reduced in order to obtain a constant Net Asset Value corresponding to the initial price per Unit as mentioned in Exhibit 1 of the Fund's prospectus, the number of Units which will be compulsorily redeemed will be the number of Units which represent the difference between the amortised cost valuation and market valuation of the relevant Reserve Sub-Funds. Each Unitholder will be deemed to have agreed to such contribution by his investment in the relevant Reserve Sub-Funds.

(c) Whenever the Management Company shall offer, switch or redeem Units, the price at which such Units shall be offered, switched or redeemed shall be based on the Net Asset Value per Unit of the relevant class of Units.

If on a Valuation Day there has been a material change in the quotation on the markets on which a substantial portion of the investments of a Sub-Fund are dealt or quoted, the Management Company may, in order to safeguard the interests of the investors and the Fund, cancel the first valuation and carry out a second valuation. Such second valuation is applicable to all the investors subscribing, switching or redeeming on the same Valuation Day.

Where the Management Company is of the view that any switch or redemption which is to be effected will have the result of requiring significant sales of assets in order to provide the required liquidity, the valuation will be completed at the actual bid price of the underlying assets and not at the last available price. Similarly, should any purchase or switch of Units result in a significant purchase of assets in the Fund, the valuation may be done at the actual offer price of the underlying assets and not the last available price.

Art. 10. Suspension of the Calculation of the Net Asset Value and Issue, Conversion and Redemption of Units

The Fund may temporarily suspend the determination of the Net Asset Value of any Sub-Fund and the issue and redemption of Units relating to all or any of the Sub-Funds as well as the right to switch Units relating to a Sub-Fund into Units relating to another Sub-Fund:

(a) when one or more stock exchanges, or other regulated markets which provide the basis for valuing a substantial portion of a Sub-Fund's assets, or when one or more foreign exchange markets in the currency in which a substantial portion of a Sub-Fund's assets are denominated, is or are closed otherwise than for ordinary holidays or if trading thereupon is restricted or suspended;

(b) when, as a result of political, economic, military or monetary events, or any other circumstances outside the control of the Fund, the disposal of a substantial part of a Sub-Fund's assets is not reasonable or normally practicable without being seriously detrimental to the interests of the holders of that Sub-Fund's Units;

(c) in the case of a breakdown in the normal means of communication used for the valuation of a substantial portion of a Sub-Fund's assets or if, for any reason, the value of a substantial portion of a Sub-Fund's assets may not be determined as rapidly and accurately as required or if the Management Company is aware that there is likely to be a material delay in such Sub-Fund receiving the settlement proceeds on the realisation of a significant amount of any assets required to be realised to meet redemption requests;

(d) if, as a result of exchange restrictions or other restrictions affecting the transfer of funds, a substantial amount of transactions on behalf of a Sub-Fund is rendered impracticable, or if purchases and sales of a substantial portion of a Sub-Fund's assets cannot be effected at normal rates of exchange; or

(e) when in the opinion of the Board there exist circumstances beyond the control of the Board where it would be impracticable or unfair towards the Unitholders to continue dealing with Shares on any Sub-Fund.

The Management Company shall suspend the issue, switching and redemption of Units forthwith upon the occurrence of an event causing it to enter into liquidation or upon the order of the Luxembourg supervisory authority.

Unitholders having requested switching or redemption of their Units shall be promptly notified of any such suspension and will be promptly notified of the termination of such suspension.

The suspension of any Sub-Fund will have no effect on the calculation of the Net Asset Value and the issue, redemption and switching of the Units of any other Sub-Fund.

Art. 11. Switches between Sub-Funds

Holders of Units are entitled to request switching of the whole or part of their holding of Units into Units relating to another Sub-Fund (or within a Sub-Fund from Accumulation Units to Distribution Units) by giving notice to the Fund. The basis of conversion will relate to the respective Net Asset Value per Unit of the class of Unit of the two Sub-Funds concerned.

Switches between Sub-Funds will be made on the basis of the relevant Net Asset Value per Unit in accordance with the formula set out in the Fund's prospectus. Where switches are undertaken between Sub-Funds whose base curren-

cies are not the same, the appointed agent of the Fund will undertake the necessary foreign exchange transactions at normal banking rates. A switching fee as the Management Company may from time to time determine, may be applied.

Requests for switches, once made, may not be withdrawn except in the event of a suspension or deferral of the redemption request for Units of the Sub-Fund(s) from which the switch is to be made.

Unitholders wishing to change their class of Units from Accumulation Units to Distribution Units or vice versa within the same Sub-Fund will always be authorised to do so free of charge.

If compliance with switching instructions would result in a residual holding in any Non-Reserve Sub-Fund of less than the equivalent of U.S.$ 100.- or such other amount as the Management Company may from time to time determine, the Management Company reserves the right to effect or procure the redemption of the residual Units of the Unitholder on the basis of the relevant Net Asset Value per Unit calculated on the Dealing Day on which the switch is to be effected.

Art. 12. Redemption of Units

Unitholders may request the redemption of any of their Units on any Dealing Day. Units may also be compulsorily redeemed in cases as provided under Article 6.

Redemption proceeds will normally be dispatched on the Settlement Day (being one Business Day after the relevant Dealing Day on which the Units are redeemed in respect of the Reserve Sub-Funds and three Business Days after the relevant Dealing Day on which the Units are redeemed in respect of the other Sub-Funds).

Units will normally be redeemed at the Net Asset Value per Unit, less any applicable Redemption Charge, calculated for the relevant Sub-Fund(s) on the relevant Dealing Day. Redemption requests received by 12.00 noon Luxembourg time of a Dealing Day in respect of the Reserve Sub-Funds will be dealt with on that Dealing Day. For the other Sub-Funds, redemption requests received by 3.00 p.m. Luxembourg time on a Dealing Day will be dealt with on that Dealing Day. Redemption requests received by the Fund after the above relevant time will be dealt with on the next following Dealing Day. Redemptions will be effected in the base currency of the Units redeemed or in the requested Authorised Payment Currency as requested by the Unitholder.

If compliance with redemption instructions would result in a residual holding in any Non Reserve Sub-Fund of less than the equivalent of U.S.$ 100.- or such other amount as the Management Company may from time to time determine, the Management Company reserves the right to effect or procure the redemption of the residual Units of the Unitholder on the basis of the relevant Net Asset Value per Unit calculated on the Dealing Day on which the redemption is to be effected.

Requests for redemption may not be withdrawn except in the event of a suspension of the redemption request for Units of the relevant Sub-Fund(s).

The Management Company shall not on any Dealing Day be bound to redeem (or consequently effect a switch of) such number of Units which represents more than 10 per cent of the Net Asset Value of the outstanding Units of the relevant Class of any Sub-Fund. If, on any Dealing Day, the Management Company receives requests for redemption of a greater number of Units, it may declare that such redemptions are deferred until the next Dealing Day. On such Dealing Day, such requests for redemptions will be complied with, in order of receipt.

Under normal circumstances, the Fund must seek to have enough liquidities to effect any redemption requests.

In exceptional circumstances, a Unitholder may request, and receive, upon approval of the Management Company having due regard to all applicable laws and regulations and without prejudice to the interests of all remaining Unitholders, redemption proceeds by way of an in specie distribution. In such event the auditor of the Fund shall deliver an audit report in accordance with the applicable laws.

Art. 13. Charges of the Fund

The costs incurred in its operations by and charged to the Fund will include:

- all taxes which may be due on the assets and income of the Fund, including, without limitation, payment of the Luxembourg tax of 0.06 per cent per annum or 0.01 per cent per annum respectively, payable quarterly and assessed on the value of the net assets of the Sub-Funds at the end of the relevant quarter;
- usual brokerage and banking fees due on transactions involving securities held in the Sub-Funds and the transaction related charges of any bank, financial institution or clearing system entrusted with the custody of the Fund's assets;
- the remuneration of the Management Company;
- legal expenses incurred by the Management Company or the Custodian while acting in the interests of the Unitholders;
- the cost of printing certificates; the costs of preparing, translating and/or filing the Management Regulations and all other documents concerning the Fund, including registration statements, prospectuses and explanatory memoranda with all authorities having jurisdiction over the Fund or the offering of Units of the Fund or their listing on any stock exchange or Regulated Market and printing the same; the cost of preparing, in such languages as are necessary for the benefit of the Unitholders, including the beneficial holders of the Units, and distributing annual and semi-annual reports and such other reports or documents as may be required under the applicable laws or regulations of the above-cited authorities; the cost of accounting, bookkeeping and calculating the daily net asset value the cost of preparing and distributing public notices to the Unitholders, lawyer's and auditor's fees; the costs related to the publication of prices of Units in the financial press; the fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Fund with any governmental agency or stock exchange and complying with any regulatory requirements and reimbursement of such fees and expenses incurred by any local representative; and all similar administrative charges, except, however, all advertising expenses and other expenses directly incurred in offering or distributing the Units including the printing costs of copies of the above mentioned documents or reports, which are utilised by the distributors of the Units in the course of their business activities. Charges shall be allocated to the relevant Sub-Fund for which they are incurred or otherwise prorated on an equitable basis as determined by the Management Company. All recurring expenses will be

charged first against income, then against capital gains if any, and then against assets. Organisational expenses and other similar charges may be amortised over a period not exceeding five years.

Disbursement for all charges shall be made by the Custodian as instructed by the Management Company.

All costs (including brokerage fees) of purchasing or selling assets of the Fund and any losses incurred in connection therewith, are for the account of the Fund.

Art. 14. Accounting Year, Audit

The Management Company shall maintain and supervise the records and books of accounts of the Fund. The accounting year and the books of the Fund will start on January 1 each year and close on December 31 of the same year. The first accounting year will start on the day of the signature of these Management Regulations and close on December 31, 2001.

The accounts and assets of the Management Company and of the Fund will be audited in respect of each accounting year by an auditor who shall be appointed by the Management Company and who will qualify as an independent public accountant («réviseur d'entreprises agréé») in Luxembourg and act independently. Within four months after the end of each accounting year, the Management Company shall have prepared and included as part of the annual report of the Fund the audited annual accounts of the Fund and the results of operations for each of its Sub-Funds. The accounts of the Management Company shall be audited by an auditor who shall be an independent public accountant appointed by the Management Company.

Art. 15. Dividends

Dividends, if any, in respect of Distribution Units of any Sub-Fund may be declared out of the net investment income payable by the Fund on these Units and, if considered necessary in order to maintain a reasonable level of dividend distributions on these Units, of net realised and/or unrealised capital gains.

Dividends not claimed within five years from their due date will lapse and revert to the Fund.

Accumulation Units will not entitle Unitholders to the payment of dividends. The Accumulation Units of a Sub-Fund will have that portion of the Sub-Fund's net investment income which is attributable to such Units retained within the Sub-Fund thereby accumulating value in the price of Accumulation Units.

The Management Company may adopt a policy of equalisation.

Art. 16. Amendment of the Management Regulations

The Management Company may, with the approval of the Custodian, amend these Management Regulations in whole or in part at any time.

Amendments will become effective upon their execution by the Custodian and the Management Company, subject to any regulatory clearance and necessary registrations and deposits. They will be opposable to third parties, five days after their publication in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg.

Art. 17. Publications

The Net Asset Value per Unit of each Sub-Fund and, where applicable, class of Units on each Dealing Day will be available in Luxembourg at the registered office of the Management Company and the Custodian.

In addition the Net Asset Value per Unit of each Sub-Fund and, where applicable, class of Units may be published in various local and international newspapers as deemed appropriate by the Management Company.

The audited annual report and unaudited semi-annual report of the Fund are made available to the Unitholders at the registered offices of the Management Company and the Custodian, at the offices of paying agents appointed by the Management Company and further as deemed appropriate by the Management Company.

Any amendments to these Management Regulations, including the dissolution of the Fund will be published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg.

The amendments and any notices to Unitholders may also be published, as the Management Company may decide, in newspapers of countries where the Units of the Fund are offered and sold.

Art. 18. Duration of the Fund, Liquidation

The Fund is established for an unlimited period. It may, without prejudice to the interests of the Unitholders, be dissolved at any time by decision of the Management Company by mutual agreement with the Custodian, subject to a three months' previous notice.

The Fund must be dissolved in those cases provided for by the law if:

- the Management Company is dissolved or ceases its activities without, in the latter case, having been replaced in accordance with the provisions of Article 2 hereabove;

- the net assets of the Fund have fallen below the equivalent in U.S.$ of 50,000,000.- Luxembourg Francs for a continuous period of six months.

In the event that, for any reason, the Net Asset Value of all the assets relating to any Sub-Fund is lower than U.S.$ 15,500,000.- or its equivalent, or in case the Management Company deems it appropriate because of changes in the economic or political situation affecting the Fund or the relevant Sub-Fund, or because it is in the best interests of the relevant Unitholders, the Management Company may, subject to giving prior notice to the Unitholders concerned, redeem on the day indicated in such notice, all (but not some) Units of the Fund or of the Sub-Fund at a price reflecting the anticipated realisation and liquidation costs on closing of the relevant Sub-Fund (as determined by the Management Company), but without any redemption charge, or may merge that class of Units with another Sub-Fund of the Fund or with another Luxembourg UCITS.

Termination of a Sub-Fund by compulsory redemption of all (but not some) relevant Units or its merger with another Sub-Fund of the Fund or with another Luxembourg UCITS, in each case for reasons other than those mentioned in the preceding paragraph, may be effected only upon its prior approval by the Unitholders of the Sub-Fund to be terminated

or merged, at a duly convened class meeting of such Unitholders which may be validly held without a quorum and decided by a simple majority of the Unitholders of the relevant Sub-Fund present or represented.

A merger so decided by the Management Company and approved by the Unitholders of the affected Sub-Fund will be binding on the holders of Units of the relevant Sub-Fund upon at least one month's prior notice given to them, during which period Unitholders may redeem their Units without any charges.

In the case of a merger with a «fonds commun de placement», the decision will be binding only on those Unitholders having voted in favour of the merger.

In case of a liquidation, the Management Company shall liquidate the assets of the Fund in the best interest of Unitholders and shall give instructions to the Custodian to distribute the net liquidation proceeds, after deduction of liquidation expenses, amongst Unitholders in proportion to their rights. The net proceeds of liquidation attributable to Units, the holders of which have not presented themselves at the closing of the liquidation procedures, shall be deposited with the Caisse des Consignations to the order of the persons beneficially entitled to them.

As soon as an event giving rise to liquidation of the Fund or Sub-Fund occurs, the issue and repurchase of Units shall be prohibited on pain of nullity.

A notice of dissolution of the Fund will be published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg and in at least three newspapers with appropriate circulation, at least one of which must be a Luxembourg newspaper, to be determined jointly by the Management Company and the Custodian. The liquidation or the partition of the Fund may not be requested, by a Unitholder, nor by his heirs or beneficiaries.

Liquidation proceeds not claimed by the Unitholders at the close of the liquidation of a class will be deposited at the Caisse des Consignations in Luxembourg. If not claimed, they shall be forfeited after 30 years.

Art. 19. Statute of Limitation

Claims of the Unitholders against the Management Company or the Custodian will lapse five years after the date of the event which gave rise to such claims, except with respect to the proceeds of liquidation.

Art. 20. Applicable Law, Jurisdiction and Governing Language

These Management Regulations are governed by and shall be construed in accordance with the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

Any legal disputes arising among or between the Unitholders, the Management Company and the Custodian or any of them, shall be subject to the jurisdiction of the district court in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, provided, that the Management Company and the Custodian may agree to or elect to submit themselves and the Fund to the jurisdiction of the competent courts of the country or countries in which Units are offered and sold, with respect to claims made by investors resident in such country or countries and with respect to matters relating to the subscription, conversion and redemption of Units by investors or Unitholders resident in or evidently solicited from such country or countries, to the laws of such countries.

Art. 21. Responsibility of the Management Company and of the Custodian

The Management Company and the Custodian shall be responsible in accordance with Articles 14 and 18 of the law of 30th March, 1988, respectively.

TD ASSET MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A. / CREDIT AGRICOLE INDOSUEZ (LUXEMBOURG) S.A.

Wettlaufer / Morley / Gilson de Rouvieux / Lasch

Enregistré à Luxembourg, le 3 janvier 2001, vol. 547, fol. 97, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(01282/267/640) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2001.

SOFINPA S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 15, rue de la Chapelle.

R. C. Luxembourg B 52.172.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 1998, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, enregistrés à Luxembourg, le 12 septembre 2000, vol. 541, fol. 83, case 6, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 2 mai 2000

Sont nommés administrateurs, leur mandat expirant lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 1999:

- Monsieur John Seil, licencié en sciences économiques appliquées, demeurant à Contern, Président
- Monsieur Henri Grisius, licencié en sciences économiques appliquées, demeurant à Luxembourg
- Monsieur Pierre Lentz, licencié en sciences économiques, demeurant à Strassen.

Est nommée commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 1999:

- AUDIEX S.A., 57, avenue de la Faiencerie, L-1510 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 septembre 2000.

Signature.

(49641/534/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2000.

SIMON S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8124 Bridel, 15, rue des Carrefours.

R. C. Luxembourg B 49.362.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale des actionnaires qui a eu lieu à Luxembourg, le 8 septembre 2000 à 10.00 heures

L'Assemblée Générale décide de renouveler les mandats de tous les trois membres du Conseil d'Administration. Les mandats sont répartis comme suit:

1. Mme Betsie ten Brinke, administrateur de sociétés, demeurant à Bridel, Luxembourg, administrateur.
2. M. Patrick Klaedtke, économiste, demeurant au Luxembourg, administrateur.
3. M. Marius Kaskas, économiste, demeurant à Bridel, Luxembourg, administrateur.

L'assemblée générale nomme CER INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme, ayant son siège social à Belize, Commissaire aux Comptes.

Les mandats des administrateurs et commissaire prendront fin à l'issue de l'assemblée générale statutaire de l'an deux mille six.

Pour extrait conforme

Signature

Un administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 12 septembre 2000, vol. 541, fol. 86, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(49636/000/23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2000.

DOMANI S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 16, allée Marconi.

R. C. Luxembourg B 37.410.

Le bilan au 30 juin 1998, enregistré à Luxembourg, le 13 septembre 2000, vol. 541, fol. 88, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 septembre 2000.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE

Signature

(49742/534/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2000.

DOMANI S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 16, allée Marconi.

R. C. Luxembourg B 37.410.

Le bilan au 30 juin 1999, enregistré à Luxembourg, le 13 septembre 2000, vol. 541, fol. 88, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 septembre 2000.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE

Signature

(49741/534/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2000.

DOMANI S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 16, allée Marconi.

R. C. Luxembourg B 37.410.

Composition actuelle du Conseil d'Administration:

- M. Paul Utgen, licencié en sciences économiques appliquées, L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi, Président;
- M. Luc Braun, diplômé ès sciences économiques, L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi, Administrateur-Délégué
- ARMOR S.A., L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

Pour extrait conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 13 septembre 2000, vol. 541, fol. 88, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(49743/534/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2000.

SOLUXTRAFER S.A., Société Anonyme.

Siège social: Rodange.
R. C. Luxembourg B 51.824.

Les comptes annuels au 31 décembre 1999, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, enregistrés à Luxembourg, le 14 septembre 2000, vol. 541, fol. 98, case 1, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MAZARS & GUERARD (LUXEMBOURG)

Signatures

(49642/636/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2000.

CAPEL-CURE MYERS INTERNATIONAL FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: Luxemburg, 13, rue Goethe.
R. C. Luxembourg B 25.696.

Le bilan de 31 mai 2000, enregistré à Luxembourg, le 15 septembre 2000, vol. 543, fol. 1, case 6, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 août 2000.

Pour CAPEL-CURE MYERS INTERNATIONAL FUND

BANK OF BERMUDA (LUXEMBOURG) S.A.

Société Anonyme

Signatures

(49725/041/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2000.

CAPEL-CURE MYERS INTERNATIONAL FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1637 Luxemburg, 13, rue Goethe.
R. C. Luxembourg B 25.696.

EXTRAIT

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue au siège social le 9 septembre 2000 a adopté les décisions suivantes:

1. L'assemblée a approuvé le rapport des administrateurs, le rapport des réviseurs ainsi que le bilan final pour l'année se terminant le 31 mai 2000.

2. L'assemblée a approuvé le paiement des dividendes intermédiaires suivants déclarés par les administrateurs et payés durant la période du 10 septembre 1998 à aujourd'hui:

- 28.12 US cents par action payés aux actionnaires du portefeuille Dollar Bond enregistrés le 6 janvier 2000 avec une date ex-dividende au 7 janvier 2000 et une date de paiement au 14 janvier 2000.

- 29.31 £ pence par action payés aux actionnaires du portefeuille Sterling Bond enregistrés le 6 janvier 2000 avec une date ex-dividende au 7 janvier 2000 et une date de paiement au 14 janvier 2000.

- 26.09 US cents par action payés aux actionnaires du portefeuille Dollar Bond enregistrés le 12 juillet 2000 avec une date ex-dividende au 13 juillet 2000 et une date de paiement au 19 juillet 2000.

- 29.58 £ pence par action payés aux actionnaires du portefeuille Sterling Bond enregistrés le 12 juillet 2000 avec une date ex-dividende au 13 juillet 2000 et une date de paiement au 19 juillet 2000.

L'assemblée a décidé de ne déclarer aucun dividende final pour tous les portefeuilles.

3. L'assemblée a approuvé la décharge entière et totale pour l'exécution de leurs fonctions à tous les membres du conseil d'administration pour l'année se terminant le 31 mai 2000.

4. L'assemblée a réélu MM. David J. Bulteel, Rolf Hallberg, Maître André Elvinger, Nigel Fielding et Mlle Selwa Kadouri à la fonction d'administrateur pour une période d'un an se terminant à l'assemblée générale annuelle de 2001.

5. L'assemblée a noté les détails concernant les rémunérations des administrateurs.

6. L'assemblée a réélu KPMG Audit à la fonction de réviseur pour une période d'un an se terminant à l'assemblée générale annuelle de 2001.

Pour CAPEL-CURE MYERS INTERNATIONAL FUND

BANK OF BERMUDA (LUXEMBOURG) S.A.

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 15 septembre 2000, vol. 543, fol. 1, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(49726/041/34) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2000.

SOTEG S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 11.723.

Les comptes annuels au 31 décembre 1998, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, enregistrés à Luxembourg, le 14 septembre 2000, vol. 541, fol. 98, case 1, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2000.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée générale ordinaire, tenue à Luxembourg le 12 mai 1999

L'Assemblée Générale désigne la société EURO-SUISSE AUDIT (LUXEMBOURG) comme réviseur d'entreprises pour l'exercice 1999.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MAZARS & GUERARD (LUXEMBOURG)

Signature

(49643/636/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2000.

SOTEG S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 11.723.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire, tenue le 12 mai 1999 à Luxembourg

L'Assemblée Générale décide d'appeler aux fonctions d'administrateur Monsieur Georges Molitor pour une durée de quatre ans, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle statutaire de 2003.

Sous référence aux articles 12 et 13 des statuts, l'Assemblée Générale autorise le Conseil d'Administration à appeler aux fonctions d'administrateur-délégué Monsieur Marco Hoffmann et à lui déléger tous pouvoirs en ce qui concerne la gestion journalière des affaires de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion journalière. Sous référence à l'article 13 des statuts, l'Assemblée Générale autorise les deux administrateurs-délégués, Messieurs Marco Hoffmann et André Simon à conférer une délégation de signature à Monsieur Jean Lucius, directeur.

Pour réquisition

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 14 septembre 2000, vol. 541, fol. 98, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(49644/636/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2000.

TREMEX, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1320 Luxembourg, 20, rue de Cessange.
R. C. Luxembourg B 23.876.

Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Capellen, le 1^{er} septembre 2000, vol. 136, fol. 42, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 septembre 2000.

M. Ehlinger.

(49650/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2000.

VALERIANE S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 26.382.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue le 21 août 2000 à Luxembourg

L'Assemblée décide d'accepter la démission de Monsieur Edmond Ries de son poste d'Administrateur et lui accorde pleine et entière décharge pour l'exécution de son mandat.

L'Assemblée décide de nommer en remplacement au poste d'Administrateur: Monsieur Etienne Gillet, comptable, 3B, boulevard du Prince Henri, Luxembourg.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire à tenir en 2004.

Pour copie conforme

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 13 septembre 2000, vol. 541, fol. 92, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(49655/531/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2000.

TRILOGY, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1635 Luxembourg, 87, allée Léopold Goebel.
R. C. Luxembourg B 34.426.

Cession de parts sociales

Monsieur Jean Willemyns, cédant, demeurant 80, rue de la Rive, B-1200 Woluwé-saint-Lambert, Belgique, cède par la présente à Monsieur Koen Scheiris, cessionnaire, demeurant Oefenplein 41, B-9090 Melle, une part sociale de 1.000,- (mille) francs de la société à responsabilité limitée TRILOGY, inscrite au R. C. Luxembourg, section B numéro 34.426 ayant son siège social à Luxembourg, constituée en date du 24 juillet 1990 suivant acte reçu par-devant Maître Jean-Paul Hencks notaire de résidence à Luxembourg pour le prix total de 250.000,- (deux cent cinquante mille) francs, dont quittance pour le solde.

Le transfert de cette part a eu lieu conformément aux prescriptions de l'article 8 des statuts de TRILOGY.

Fait à Melle, le 3 avril 2000.

J. Willemyns / K. Scheiris

Le cédant / Le cessionnaire

Enregistré à Luxembourg, le 13 septembre 2000, vol. 541, fol. 89, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(49651/752/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2000.

ELGISTAN GLOBAL, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: Luxembourg, 13, rue Goethe.

R. C. Luxembourg B 44.846.

Le bilan au 5 avril 2000, enregistré à Luxembourg, le 15 septembre 2000, vol. 543, fol. 1, case 6, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juin 2000.

Pour ELGISTAN GLOBAL, SICAV

BANK OF BERMUDA (LUXEMBOURG) S.A.

Société Anonyme

Signatures

(49752/041/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2000.

ELGISTAN GLOBAL, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: Luxembourg, 13, rue Goethe.

R. C. Luxembourg B 44.846.

EXTRACT

The Annual General Meeting of shareholders held at the registered office on Monday, 17 July 2000, adopted the following decisions:

1. The meeting approved the Report of the Directors and the Auditor's Reports and the Audited Annual Report for the year ended 5 April 2000.

2. The meeting declared a final dividend of USD 519,088 paid to shareholders of the Reserve Portfolio on record on 17 July 2000 with an ex-dividend date of 20 July 2000 and payment date of August 2000.

3. The meeting ratified the decision of the Board of Directors to retain the level of Directors' fees at USD 6,000 gross per annum.

4. The meeting approved the full and total discharge for the proper performance of their duties to all members of the Board of Directors with respect to the year ended 5 April 2000.

5. The meeting approved the re-election of the Rt. Hon. The Lord Kelvedon and Messrs Robin Howard, Christopher Wilcockson, John McBride, Kenneth C. Brierley, J D H Mackenzie and Maître Yves Prussen for a period of one year ending at the Annual General Meeting of 2001.

6. The meeting approved the re-election of ERNST & YOUNG as Auditor for a period of one year ending at the Annual General Meeting of 2001.

For ELGISTAN GLOBAL, SICAV

BANK OF BERMUDA (LUXEMBOURG) S.A.

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 15 septembre 2000, vol. 543, fol. 1, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(49753/041/27) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2000.

U.B.C.T.N. HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 62, avenue de la Liberté.

R. C. Luxembourg B 48.058.

Les comptes annuels, la proposition d'affectation du résultat ainsi que l'affectation du résultat au 31 décembre 1999, enregistrés à Luxembourg, le 14 septembre 2000, vol. 541, fol. 95, case 3, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 septembre 2000.

(49652/043/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2000.

COMPAGNIE INTERNATIONALE DU HOUBLON S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2952 Luxembourg, 22, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 12.107.

DISSOLUTION

L'an deux mille, le huit septembre.

Par-devant Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Thomas Seton, commerçant, demeurant à D-80809 München, Birnauerstrasse 7,

ici représenté par Monsieur Norbert Lang, employé privé, demeurant à Bertrange,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Munich, le 17 juillet 2000.

Laquelle procuration, après avoir été signée par le mandataire et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être enregistrée en même temps.

Lequel comparant a, par son mandataire, prié le notaire d'acter que:

- La société anonyme COMPAGNIE INTERNATIONALE DU HOUBLON S.A., R. C. B numéro 12.107, fut constituée suivant acte reçu par Maître Charles-Joseph Michels, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 20 juin 1974, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 184 du 16 septembre 1974.

- Les statuts de ladite société ont été modifiés par acte reçu par Maître Jean Poos, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 22 juin 1978, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 219 du 11 octobre 1978.

- La société a actuellement un capital social de soixante-dix mille (70.000,-) Deutsche Mark, représenté par soixante-dix (70) actions d'une valeur nominale de mille (1.000,-) Deutsche Mark, entièrement libérées.

- Le comparant s'est rendu successivement propriétaire de la totalité des actions de la société COMPAGNIE INTERNATIONALE DU HOUBLON S.A.

- Par la présente, le comparant en tant qu'actionnaire unique et bénéficiaire économique final de l'opération prononce la dissolution anticipée de la société COMPAGNIE INTERNATIONALE DU HOUBLON S.A. avec effet immédiat.

- Le comparant déclare qu'il a pleine connaissance des statuts de la société et qu'il connaît parfaitement la situation financière de la société COMPAGNIE INTERNATIONALE DU HOUBLON S.A.

- Le comparant en sa qualité de liquidateur de la société COMPAGNIE INTERNATIONALE DU HOUBLON S.A. déclare que l'activité de la société a cessé, que le passif connu de ladite société a été payé ou provisionné, que l'actionnaire unique est investi de tout l'actif et qu'il s'engage expressément à prendre à sa charge tout passif pouvant éventuellement encore exister à charge de la société et impayé ou inconnu à ce jour avant tout paiement à sa personne; partant, la liquidation de la société est à considérer comme fait et clôturée.

- L'actionnaire unique donne décharge pleine et entière aux administrateurs et au commissaire aux comptes pour leurs mandats jusqu'à ce jour.

- Les documents et pièces relatifs à la société dissoute resteront conservés durant cinq ans au 24, boulevard Royal à L-2449 Luxembourg.

Sur ce, le mandataire de la comparante a présenté au notaire le registre des actionnaires avec les transferts afférents ainsi que quatre certificats d'actions au porteur qui ont été immédiatement lacérés.

Sur base de ces faits, le notaire a constaté la dissolution de la société COMPAGNIE INTERNATIONALE DU HOUBLON S.A.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, celui-ci a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: N. Lang, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 11 septembre 2000, vol. 6CS, fol. 47, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 septembre 2000.

A. Schwachtgen.

(49736/230/52) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2000.

VANIA HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.
R. C. Luxembourg B 43.517.

Les comptes annuels, la proposition d'affectation du résultat ainsi que l'affectation du résultat au 31 décembre 1999, enregistrés à Luxembourg, le 14 septembre 2000, vol. 541, fol. 96, case 1, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 septembre 2000.

Signatures.

(49656/043/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2000.

VERA F S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 1, Grand-rue.
R. C. Luxembourg B 72.357.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 13 juillet 2000

Première résolution

Est nommée administrateur-délégué Madame Rosman-Fedor Varda, employée, domiciliée 19, avenue des Bains à L-5610 Mondorf-les-Bains en remplacement de Monsieur Georg Von Randow.

Suite à cette nomination, le conseil d'administration se compose comme suit:

- Dendievel Richard, domicilié 19, avenue des Bains à L-5610 Mondorf-les-Bains
- Oppenheimer-Morales Patricia, domiciliée Herzogstrasse 50, à D-Munich
- Rosman-Fedor Varda, domiciliée 19, avenue des Bains à L-5610 Mondorf-les-Bains

Madame Rosman-Fedor Varda est administrateur-délégué avec pouvoir d'engager la société par sa signature exclusive.

Luxembourg, le 13 juillet 2000.

FIDUCIAIRE REUTER-WAGNER, S.à r.l.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 11 septembre 2000, vol. 541, fol. 79, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(49657/578/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2000.

CECOFIN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 62, avenue de la Liberté.
R. C. Luxembourg B 56.704.

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale statutaire qui s'est tenue à Luxembourg, le lundi 21 août 2000, que l'assemblée a pris entre autres, la résolution suivante:

Quatrième résolution

L'Assemblée prend acte que les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes sont venus à échéance en date de ce jour.

L'Assemblée décide de nommer, pour un terme de 1 (un an), les Administrateurs suivants:

- Monsieur Sergio Vandt, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), 12, avenue de la Liberté;
- Monsieur Pierre Bouchoms, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), 12, avenue de la Liberté;
- Monsieur Alfonso Belardi, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), 12, avenue de la Liberté;

Les mandats des Administrateurs prendront fin lors de l'Assemblée Générale Statutaire statuant sur les comptes de l'exercice clôturé au 31 décembre 2000.

L'Assemblée décide de nommer, pour un terme de 1 (un an), la société GRANT THORNTON REVISION ET CONSEILS S.A., 2, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, en qualité de Commissaire aux Comptes.

Le mandat du Commissaire aux Comptes prendra fin lors de l'Assemblée Générale Statutaire statuant sur les comptes de l'exercice clôturé au 31 décembre 2000.

Luxembourg, le 14 septembre 2000.

Le Conseil d'Administration

P. Bouchoms / S. Vandt

Président / Vice-Président

Enregistré à Luxembourg, le 14 septembre 2000, vol. 541, fol. 96, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(49729/043/30) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2000.

WALLACE INVEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, rue Emile Bian.
R. C. Luxembourg B 28.068.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle du 2 septembre 1998

L'assemblée décide de nommer aux fonctions de commissaire aux comptes, la société EURO-SUISSE AUDIT (LUXEMBOURG) en lieu et place de la société GESTOR SOCIETE FIDUCIAIRE, S.à r.l.

Pour réquisition
EURO-SUISSE AUDIT (LUXEMBOURG)
Agent domiciliataire
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 14 septembre 2000, vol. 541, fol. 98, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(49658/636/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2000.

WERTFIN S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, rue Emile Bian.
R. C. Luxembourg B 67.167.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 14 septembre 2000, vol. 541, fol. 98, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Annuelle tenue à Luxembourg le 3 août 2000

L'Assemblée renouvelle les mandats d'administrateur de

- Monsieur Patrick Rochas;
- Monsieur Maurice Houssa;
- Monsieur Daniele Severoni.

L'Assemblée renouvelle le mandat du commissaire aux comptes, la société EURO-SUISSE AUDIT (LUXEMBOURG).

Les mandats d'administrateurs et du commissaire aux comptes ainsi nommés viendront à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle qui statuera sur les comptes 1999.

Luxembourg, le 4 septembre 2000.
EURO-SUISSE AUDIT (LUXEMBOURG)
Agent domiciliataire
P. Rochas

(49659/636/22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2000.

AICE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 75, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 30.530.

Le bilan au 31 décembre 1997, enregistré à Luxembourg, le 12 septembre 2000, vol. 541, fol. 84, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 septembre 2000.
UNIVERSALIA (FIDUCIAIRE) S.A.
Signature

(49696/643/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2000.

AICE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 75, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 30.530.

Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 12 septembre 2000, vol. 541, fol. 84, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 septembre 2000.
UNIVERSALIA (FIDUCIAIRE) S.A.
Signature

(49697/643/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2000.

X-PERT, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4276 Esch-sur-Alzette, 14, rue Pasteur.

R. C. Luxembourg B 66.104.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Esch-sur-Alzette, le 25 août 2000, vol. 317, fol. 43, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Pour X-PERT, S.à r.l.

Signature

(49661/597/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2000.

ZOMBRERO INTERNATIONAL, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6976 Oberanven, 10, rue du Coin.

R. C. Luxembourg B 48.283.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Wiltz, le 11 septembre 2000, vol. 171, fol. 60, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 septembre 2000.

Pour la société ZOMBRERO INTERNATIONAL, S.à r.l.

(49662/557/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2000.

CHINA VISION, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: Luxembourg, 13, rue Goethe.

R. C. Luxembourg B 47.682.

Le bilan au 31 mars 2000, enregistré à Luxembourg, le 15 septembre 2000, vol. 543, fol. 1, case 6, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 juin 2000.

Pour CHINA VISION

BANK OF BERMUDA (LUXEMBOURG) S.A.

Société Anonyme

Signatures

(49733/041/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2000.

CHINA VISION, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: Luxembourg, 13, rue Goethe.

R. C. Luxembourg B 47.682.

EXTRACT

The reconvened Annual General Meeting of shareholders held at the registered office on Wednesday, 12 July 2000 adopted the following decisions:

1. The meeting resolved to approve the Annual Report and to accept the Auditor's Report and Directors' Report for the year ended 31 March 2000.
2. The meeting approved the declaration of a nil dividend in relation to the year ended 31 March 2000.
3. The meeting approved the full and total discharge for the proper performance of their duties to all members of the Board of Directors with respect to the year ended 31 March 2000.
4. The meeting approved the re-election of Mrs Cristina Lam and Messrs Harald Gröbli and David Bailey as Directors of the Board for a period of one year ending at the Annual General Meeting of 2001.
5. The meeting re-elected KPMG AUDIT as Auditor for a period of one year ending at the Annual General Meeting of 2001.

For CHINA VISION

BANK OF BERMUDA (LUXEMBOURG) S.A.

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 15 septembre 2000, vol. 543, fol. 1, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(49734/041/23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2000.

PARTICOM INVEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 45, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

STATUTS

L'an deux mille, le huit août.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange.

Ont comparu:

1. La société W.S. FINANCE LLC, société américaine, établie et ayant son siège social dans le district de Columbia à 1054 35th Street, NW, Washington, DC 20007;

2. La société CD-GEST, S.à r.l., société en droit luxembourgeois, avec siège social à Luxembourg, 45, boulevard Grande-Duchesse Charlotte,

les deux ici représentées par Maître Bernard Felten, avocat, demeurant à Luxembourg,

en vertu de deux procurations sous seing privé données le 30 mars 2000 respectivement le 7 août 2000.

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signées ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, annexées aux présentes pour être formalisées avec elles.

Lesquels comparants ont arrêté, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de PARTICOM INVEST S.A.

Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Art. 3. La durée de la société est illimitée.

Art. 4. La société a pour objet la prise d'intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription et toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou toute autre manière de toutes valeurs mobilières et de toutes espèces, l'administration, la supervision et le développement de ces intérêts. La société pourra prendre part à l'établissement et au développement de toute entreprise industrielle ou commerciale et pourra prêter son assistance à pareille entreprise au moyen de prêts, de garanties ou autrement. Elle pourra prêter ou emprunter avec ou sans intérêt, émettre des obligations et autres reconnaissances de dettes.

La société peut réaliser toutes opérations mobilières, immobilières, financières ou industrielles, commerciales ou civiles, liées directement ou indirectement à son objet social.

Elle peut réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour compte de tiers, seule ou en association en effectuant toute opération de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange et autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

D'une façon générale, la société pourra exercer toutes activités généralement quelconques qui pourraient paraître nécessaires à l'accomplissement ou au développement de son objet social.

Art. 5. Le capital social est fixé à quarante-cinq mille Euros (45.000,- EUR), représenté par quatre mille cinq cents (4.500) actions d'une valeur nominale de dix Euros (10,- EUR) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Administration - Surveillance

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Art. 8. Le conseil d'administration désigne parmi ses membres un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou télécopie, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopie.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Art. 9. Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

Art. 10. La société se trouve engagée soit par la signature conjointe de deux administrateurs, soit par la signature individuelle du délégué du conseil.

Art. 11. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six années, rééligibles et toujours révocables.

Année sociale - Assemblée générale

Art. 12. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Art. 13. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et lorsqu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 14. L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la société.

Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire et/ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Art. 15. L'assemblée générale décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 16. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le deuxième jeudi du mois de mai à 16.00 heures à Luxembourg au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 17. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2000.

2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2001.

Souscription - Libération

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, les comparants préqualifiés déclarent souscrire les actions comme suit:

1. La société W.S. FINANCE LLC, préqualifiée, quatre mille quatre cent quatre-vingt-dix-neuf actions	4.499
2. La société CD-GEST, S.à r.l., préqualifiée, une action	1
Total: quatre mille cinq cents actions	4.500

Toutes les actions ont été entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de quarante-cinq mille Euros (45.000,- EUR) se trouve maintenant à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné.

Déclaration

Le notaire rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Pour les besoins de l'enregistrement, le capital social est évalué à un million huit cent quinze mille deux cent quatre-vingt-seize francs luxembourgeois (1.815.296,- LUF).

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à soixante mille francs luxembourgeois (60.000,- LUF).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité les résolutions suivantes:

1. - Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.

2. - Sont appelés aux fonctions d'administrateur:

- Maître Bernard Felten, prénommé,

- Maître Roy Reding, avocat, demeurant à Luxembourg

- Monsieur Frédéric Collot, comptable, demeurant à Luxembourg.

3. - Est appelée aux fonctions de commissaire:

La société CD-SERVICES, S.à r.l., ayant son siège social à L-1331 Luxembourg, 45, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

4. - Les mandats des administrateurs et celui du commissaire prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an deux mille six.

5. - Le siège social est fixé à L-1331 Luxembourg, 45, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: B. Felten, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 18 août 2000, vol. 6CS, fol. 30, case 5. – Reçu 18.153 francs.

Le Receveur ff. (signé): T. Kirsch.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 11 septembre 2000.

G. Lecuit.

(49684/220/153) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2000.

MASTER - FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 218, route de Longwy.

R. C. Luxembourg B 54.508.

Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 14 septembre 2000, vol. 541, fol. 97, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 juin 2000.

Pour MASTER - FINANCE S.A.

V. Derudder

Administrateur-délégué

(49587/000/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2000.

MASTER - FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8311 Capellen, 115, route d'Arlon.

R. C. Luxembourg B 54.508.

Procès-verbal de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires du 14 juin 2000

La séance est ouverte à 10.00 heures du matin.

L'assemblée procède à l'installation de son bureau.

Sont nommés:

Président: Monsieur Vincent J. Derudder.

Scrutateur: Monsieur Anthony J. Nightingale.

Monsieur le président expose et l'assemblée constate:

Qu'il apparaît de la liste de présence, dûment signée et clôturée par les membres du bureau que tous les actionnaires sont présents ou représentés, détenant 72.000 actions.

Que les actionnaires étant connus, reconnaissant avoir été dûment convoqués, ont renoncé pour autant que de besoin à toute publication.

Que pour assister à la présente assemblée, les actionnaires se sont conformés aux dispositions légales et statutaires.

Que la présente assemblée est donc régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur les points figurant à l'ordre du jour.

Ordre du jour:

Approbation des bilans et comptes de pertes et profits au 31 décembre 1999.

Décharge aux administrateurs.

Décharge au commissaire aux comptes.

Démissions.

Nominations.

Divers.

Monsieur le président soumet à l'assemblée générale pour examen et approbation les comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1999 et donne lecture du rapport de gestion du conseil d'administration (annexe 1) et du rapport du commissaire (annexe 2).

Il demande de donner décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes pour l'exercice de leurs mandats. Après avoir délibéré l'assemblée prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

(1.) Le bilan et le compte de pertes et profits au 31 décembre 1999 sont approuvés montrant un bénéfice de l'exercice de LUF 1.571.847,- pour l'année comptable 1999 soit une affectation à la réserve légale d'un montant de LUF 200.000,- et un résultat à reporter de LUF 1.371.847,- suivant les recommandations du rapport des administrateurs.

(2.) Le rapport des administrateurs et le rapport du commissaire aux comptes sont approuvés.

(3.) Le mandat de commissaire aux comptes de la S.à r.l. VAN CAUTER est renouvelé pour la période prenant fin avec l'assemblée générale statutaire statuant sur l'exercice 2000.

(4.) Décharge et donnée aux administrateurs pour l'exercice de leurs mandats.

(5.) L'assemblée accepte la démission collective du conseil d'administration et remercie les administrateurs démissionnaires pour leur collaboration.

L'assemblée procède à l'élection d'un nouveau conseil d'administration. Sont appelés aux fonctions d'administrateur:

- M. Rients Aapkes, de nationalité hollandaise, courtier d'assurance, né à Den Helder (Hollande) le 28 avril 1964, demeurant à L-4936 Bascharage, 28, rue de la Reconnaissance,

- M. Paul Robert Marie Henrion, de nationalité belge, assureur, né à Bruxelles (Belgique) le 17 janvier 1947, demeurant à L-2320 Luxembourg, 43, boulevard de la Pétrusse,

- Mlle Sabine Lola Wolf, de nationalité belge, employée privée, né à Séoul (Corée) le 7 novembre 1970, demeurant à B-1060 Bruxelles (Belgique), 5, rue Africaine,

- M. Emmanuel Wolf, de nationalité belge, courtier d'assurance, né à Bruxelles (Belgique) le 8 août 1939, demeurant à L-2514 Luxembourg, 3, rue Jean Pierre Sauvage,

qui acceptent.

Le mandat des administrateurs est gratuit.

Il est toutefois noté que Monsieur Wolf en qualité d'administrateur-délégué, et Mademoiselle Wolf en qualité de Directeur Marketing sont salariés de la société et que son mandat et leurs contrats d'emploi devront faire l'objet d'une confirmation par délibération spéciale du Conseil d'Administration.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée à 11.00 heures du matin.

V. J. Derudder / A. J. Nightingale
Président / Scrutateur

Annexe 1

Les administrateurs présentent leur rapport ensemble avec les comptes révisés pour la période qui se termine le 31 décembre 1999.

Les comptes ont été finalisés avec l'aide de la S.à r.l. VAN CAUTER que les administrateurs tiennent à remercier pour son concours efficace.

Les administrateurs se réjouissent de la bonne santé de la société suite à la cession de sa branche d'activité BancAssurance à EUROPEAN BUSINESS NETWORK S.A. et aux bons résultats de la division 1a d'EBN dont notre société assure la gestion.

Ce contrat de management permet d'envisager un avenir serein pour les résultats financiers futurs de notre société.

Il a été convenu aussi que la société développerait en parallèle des activités propres dans le cadre des accords à prendre avec ses alliés stratégiques.

Il ressort que le bénéfice net pour l'année 1999 est de LUF 1.571.847,-.

Les administrateurs recommandent le report à nouveau du résultat positif à concurrence de LUF 1.371.847,- ainsi qu'une affectation à la réserve légale de LUF 200.000,-.

Les administrateurs recommandent de donner décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes pour l'exercice de leurs mandats.

Pour le Conseil d'Administration
Par délégation
V. J. Derudder
Président du Conseil d'Administration

Liste de présence

Actionnaires	Nombre d'action	Nombre de voix	Représentées par	Signatures
MASTERWELL LIMITED	69.600	69.600	V. J. Derudder	Signature
EIFAN (HOLDINGS) S.A.	2.399	2.399	A. J. Nightingale	Signature
M. Vincent J. Derudder.	1	1	V. J. Derudder	Signature
Total:	72.000	72.000		

V. J. Derudder / A. J. Nightingale
Président / Scrutateur

Enregistré à Luxembourg, le 14 septembre 2000, vol. 541, fol. 97, case 2. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(49588/000/93) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2000.

ACEM S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 60.343.

Extrait de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires du 7 septembre 2000

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société ACEM S.A. tenue à Luxembourg, le 7 septembre 2000, que:

- abstraction aux délais et formalités de convocation a été faite,
- décision a été prise d'accepter la démission de M. Dennis Bosje de son poste d'administrateur de la société, avec effet au 2 octobre 2000.
- décision a été prise d'accorder décharge pleine et entière à l'administrateur sortant pour la durée de son mandat.
- décision a été prise de nommer M. Miachal Wittmann, administrateur de sociétés, résidant au 27, rue de Trintange, L-5465 Waldbredimus, au poste d'administrateur, avec effet au 2 octobre 2000.

Pour extrait conforme

Pour la société

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 13 septembre 2000, vol. 541, fol. 90, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(49693/792/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2000.

ACM U.S. GROWTH STRATEGIES FUND, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: Luxembourg, 13, rue Goethe.
R. C. Luxembourg B 50.028.

EXTRACT

Mr David Bailey tendered his resignation as Director of ACM U.S. STRATEGIES FUND as of 30 June 2000. The Board elected a new Director, Mr Nigel Fielding in replacement of Mr David Bailey from 30 June 2000. Mr Nigel Fielding will continue the mandate of the resigned Director. This decision will be ratified at the next meeting of shareholders.

By order of the Board

M. S. Duffin

Company Secretary

Enregistré à Luxembourg, le 15 septembre 2000, vol. 543, fol. 1, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(49694/041/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2000.

BUSINESS DISPATCHING SERVICE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 36.160.

Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 12 septembre 2000, vol. 541, fol. 84, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

UNIVERSALIA (FIDUCIAIRE) S.A.

Signature

(49722/643/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2000.

BUSINESS DISPATCHING SERVICE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 36.160.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 12 septembre 2000, vol. 541, fol. 84, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 septembre 2000.

UNIVERSALIA (FIDUCIAIRE) S.A.

Signature

(49723/643/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2000.

AETERNA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1453 Luxembourg, 85, route d'Echternach.
R. C. Luxembourg B 65.475.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 13 septembre 2000, vol. 541, fol. 90, case 11, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 14 septembre 2000.

(49695/678/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2000.

ALEPH S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 61.917.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 1999 ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, enregistrés à Luxembourg, le 14 septembre 2000, vol. 541, fol. 93, case 5, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2000.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire du 19 mai 2000

Sont nommés administrateurs, leurs mandats expirant lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2000:

- Monsieur John Seil, licencié en sciences économiques appliquées, demeurant à Contern, Président;
- Monsieur Henri Grisius, licencié en sciences économiques appliquées, demeurant à Luxembourg;
- Monsieur Thierry Fleming, licencié en sciences commerciales et financières, demeurant à Mamer.

Est nommée commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2000:

- AUDIEX S.A., société anonyme, 57, avenue de la Faïencerie, Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 septembre 2000.

Signature.

(49698/534/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2000.

ECP, EDMOND CLAUDE PROMOTIONS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.

Rapport du Liquidateur

1° La liquidation de la société ECP S.A. étant pratiquement terminée, le liquidateur a décidé de dresser le présent rapport.

2° Depuis son entrée en fonction, le liquidateur a continué à défendre, respectivement à poursuivre les procès dans lesquels la société ECP était engagée.

3° Le liquidateur a réglé pratiquement toutes les dettes de la société.

Les détails sont repris dans les comptes de la liquidation établis par Monsieur Robert Elvinger, expert comptable.

4° Au moment où un dernier arrêt défavorable est intervenu dans la dernière affaire en cours (17 novembre 1999: affaire Ludwig), le liquidateur s'est vu confronté à de nouvelles revendications par voie d'assignation du 16 novembre 1999 (affaire Cité J.-P Thill).

Dans l'affaire Ludwig, la condamnation intervenue en justice est plus sévère en termes financiers que ce à quoi le liquidateur s'attendait (bien qu'il savait qu'il y avait un risque de perdre l'affaire dans son intégralité). L'arrêt étant exécutoire, le liquidateur a préféré conclure une transaction favorable dans cette affaire. Cette transaction a été finalisée dans le courant de la première moitié de l'année 2000.

Abstraction faite du caractère exécutoire de la décision dans l'affaire Ludwig et du caractère favorable des termes de la transaction, le liquidateur était d'autant plus aise à conclure la transaction qu'à son avis la responsabilité de la société dans l'affaire J.-P Thill ne va pas être retenue, respectivement qu'elle pourra se retourner avec succès contre deux architectes dont la solvabilité paraît assurée.

5° Afin d'être complet, il échet de noter qu'un autre dossier concernant une construction à Luxembourg-Ville n'est que virtuellement terminé. Le liquidateur ne s'attend cependant pas à ce qu'il y ait encore des suites pour la société.

6° En cas de résultat substantiellement défavorable dans l'affaire cité J.-P Thill, il y a risque de dépôt de bilan, les avoirs de la liquidation seront alors vraisemblablement insuffisants.

Luxembourg, le 7 septembre 2000.

Edmond Claude

Liquidateur

Enregistré à Luxembourg, le 14 septembre 2000, vol. 541, fol. 94, case 2. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(49751/274/32) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2000.

AQUA REGIA (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 13, rue Goethe.
R. C. Luxembourg B 41.129.

EXTRACT

The Board of Directors adopted the following decisions by Circular Resolution dated 30 June 2000:

1. It was resolved that MANAGEMENT INTERNATIONAL (LUXEMBOURG) S.A. be appointed a Director of the Company in place of the resigned Peter Hodson. This for a period of one year ending at the Annual General Meeting of 2001.

2. It was resolved that Dubravka Bijon be appointed a Director of the Company in place of the resigned Elizabeth Scott. This for a period of one year ending at the Annual General Meeting of 2001.

For AQUA REGIA (LUXEMBOURG) S.A.

BANK OF BERMUDA (LUXEMBOURG) S.A.

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 15 septembre 2000, vol. 543, fol. 1, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(49701/041/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2000.

LUSAN S.C.I., Société Civile Immobilière.

Siège social: L-4174 Esch-sur-Alzette, 27, rue Mathias Koener.

STATUTS

L'an deux mille, le onze septembre.

Ont comparu:

1.- Monsieur Sandro Pica, employé privé, demeurant à L-4174 Esch-sur-Alzette, 27, rue Mathias Koener.

2.- La société anoyne AETOS IMMOBILIERE S.A., avec siège social à L-4174 Esch-sur-Alzette, 27, rue Mathias Koener, constituée suivant acte de Maître Georges d'Huart, notaire de résidence à Pétange, en date du 28 août 1995, publié au Mémorial C numéro 570 du 8 novembre 1995,

modifiée suivant acte reçu par Maître Georges d'Huart en date du 12 février 1997, numéro 257 de son répertoire, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 292 du 12 juin 1997,

représentée par:

Monsieur Sandro Pica, employé privé, agissant en sa qualité d'administrateur-délégué à partir du 1^{er} janvier 1999, fonction à laquelle il a été nommé en date du 4 décembre 1998, enregistré à Esch-sur-Alzette, le 8 décembre 1998, numéro 311, fol. 68 case 1 et déposé au Mémorial le 18 décembre 1998. Il a tous les pouvoirs à l'effet de la présente, la société étant valablement engagée par sa seule signature.

Lesquels comparants ont déclaré constituer entre eux une société civile immobilière, dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er}.- Dénomination, Objet, Durée, Siège

Art. 1^{er}. Par les présentes, il est formé une société civile immobilière, sous la dénomination LUSAN, S.C.I.

Art. 2. La société a pour objet la gestion d'un patrimoine immobilier pour son propre compte, ainsi que toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social, ou pouvant en faciliter l'extension ou le développement.

Art. 3. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Chacun des associés aura la faculté de dénoncer sa participation dans les six premiers mois de l'exercice social avec effet au trente et un décembre de l'année en cours, moyennant préavis à donner par lettre recommandée à la poste à son ou ses coassociés.

Art. 4. Le siège de la société est établi à Esch-sur-Alzette.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg, par simple décision des gérants.

Titre II.- Apports, Capital social, Parts

Art. 5. Le capital social est fixé à la somme de cent mille (100.000,-) LUF ou 2.478,93 EUR, divisé en cent parts sociales de mille (1.000,-) LUF ou 24,78 EUR de valeur nominale chacune.

Ces parts sociales ont été attribuées aux associés comme suit:

1.- Monsieur Sandro Pica, quatre-vingt-quinze parts	95 parts
2.- AETOS IMMOBILIERE S.A., cinq parts	5 parts
Total: cent parts sociales	100 parts

Toutes ces parts sociales ont été libérées intégralement par les associés, en espèces, de sorte que la somme de cent mille LUF (100.000,-) ou 2.478,93 EUR se trouve dès à présent à la disposition de la société, ainsi que les associés le reconnaissent mutuellement.

Art. 6. Les parts sociales sont librement cessibles entre les associés et les tiers. Toute cession de parts sociales sera constatée par acte authentique ou sous seing privé signifiée conformément à l'article 1690 du Code civil.

Art. 7. Les associés supportent les pertes de la société proportionnellement à leurs parts dans la société.

Art. 8. Chaque part donne droit, dans la propriété de l'actif social et dans la répartition des bénéfices, à une fraction proportionnelle à celle du nombre de parts existantes.

Art. 9. Dans leurs rapports respectifs, les associés sont tenus des dettes de la société, chacun dans la proportion du nombre de parts qu'il possède.

Vis-à-vis des créanciers de la société, les associés sont tenus de ces dettes dans la proportion de leurs parts d'intérêts dans la société, dans les limites des articles 1862 et 1854 du Code civil.

Art. 10. La société ne sera pas dissoute par le décès d'un ou de plusieurs associés, mais elle continuera entre le ou les survivants et les héritiers de l'associé ou des associés décédés conformément aux dispositions de l'article 6 des statuts.

Art. 11. Chaque part est indivisible à l'égard de la société de sorte que les copropriétaires indivis seront dans ce cas tenus, pour l'exercice de leurs droits, de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou par un mandataire commun pris parmi les autres associés.

Les droits et obligations attachés à chaque part suivent dans quelques mains qu'elle passe. La propriété d'une part sociale emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions prises par l'assemblée générale.

Titre III.- Administration de la société

Art. 12. La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants. S'il n'existe qu'un seul gérant, la société est engagée valablement et en toutes circonstances par sa seule signature. S'il y a plusieurs gérants, ils engagent valablement la société par leurs signatures collectives en toutes circonstances, y compris les actes d'achat, transformation ou de vente immobilière, les actes de mainlevée avec ou sans constatation de paiement, et en général les actes d'administration ou même équivalent à une aliénation, nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la société, sans que cette énumération ne soit limitative.

Ils peuvent encore emprunter au nom de la société ou faire consentir à celle-ci des ouvertures de crédit avec ou sans garantie réelle et signer valablement tous actes de prêt, d'ouverture de crédit ou autres, et hypothéquer les biens immobiliers de la société en garantie de ces prêts ou ouvertures de crédit.

Art. 13. Chaque associé a un droit illimité de surveillance et de contrôle sur les affaires de la société et il pourra en particulier prendre inspection des livres et comptes au siège social mais sans déplacement.

Titre IV.- Assemblée générale

Art. 14. L'assemblée des associés se réunira aussi souvent que les affaires de la société l'exigent sur convocation du ou des gérants et sur convocation d'un ou de plusieurs associés. Pareille convocation doit convenir de l'ordre du jour de l'assemblée.

Art. 15. Le vote des délibérations de l'assemblée des associés, sur tous les points y compris les modifications statutaires, est déterminé par la majorité des trois quarts des votes des associés présents ou représentés, chaque part donnant droit à une voix.

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le premier exercice commence le jour de constitution de la société et se termine le trente et un décembre deux mille.

Art. 17. Le bilan est soumis à l'approbation des associés, qui décident de l'emploi des bénéfices. Tout associé peut prendre au siège social communications de l'inventaire et du bilan pendant les huit jours qui précèdent l'assemblée générale ordinaire.

Titre V.- Dissolution, Liquidation

Art. 18. En cas de dissolution, la liquidation sera faite soit par le ou les liquidateurs nommés par les associés, soit par les associés.

Les pouvoirs du ou des liquidateurs seront fixés lors de leur nomination. A défaut de pareille fixation, le ou les liquidateurs jouiront des pouvoirs les plus étendus pour réaliser la liquidation, notamment vendre les immeubles à l'amiable ou aux enchères, toucher les prix de vente, consentir tous désistements, ou mainlevées, avec ou sans constatation de paiement, régler et acquitter le passif.

Titre VI.- Dispositions générales

Art. 19. Les articles 1832 et 1872 du Code civil, ainsi que les modifications apportées au régime des sociétés civiles par la loi du 18 septembre 1933 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'est pas dérogé par les présents statuts.

Assemblée générale

Après avoir arrêté ainsi les statuts de la société, les associés, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale, à laquelle ils se considèrent comme dûment convoqués, et, à l'unanimité, ont pris les résolutions suivantes:

A) Est nommé gérant:

Monsieur Sandro Pica, prêtre.

B) La société est valablement engagée en toutes circonstances par la seule signature du gérant.

C) L'adresse de la société est fixée à L-4174 Esch-sur-Alzette, 27, rue Mathias Koener.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, le 11 septembre 2000.

S. Pica / AETOS IMMOBILIERE S.A.

- / Signature

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 12 septembre 2000, vol. 317, fol. 55, case 8. – Reçu 1.000 francs.

Le Releveur (signé): Signature.

(49450/000/120) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2000.

DAVOS S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1251 Luxembourg, 20, avenue du Bois.

R. C. Luxembourg B 53.387.

Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle tenue à Luxembourg le 5 juillet 2000

L'assemblée était ouverte à 10.00 heures au siège social de la société.

L'assemblée était présidée par Monsieur Michel Colaci, demeurant à Strassen. Le président a désigné comme secrétaire Madame Britta Hans demeurant à Trier/Allemagne et l'assemblée a nommée Madame Aude-Marie Breden demeurant à Herserange/France scrutatrice.

Le Président a déclaré qu'en accord avec la liste de présence ci-annexée la totalité des 100 actions était représentée et donc l'assemblée pourra discuter et décider avec validité les points repris à l'ordre du jour.

Ordre du jour:

1. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits en date du 31 décembre 1998 et 31 décembre 1999.
2. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
3. Renomination et élection des membres du conseil d'administration.
4. Election du commissaire aux comptes.

Décisions

1. Le bilan et le compte de pertes et profits pour les années sociales se terminant le 31 décembre 1998 et le 31 décembre 1999 n'étant pas encore disponibles, leur présentation est remise à une assemblée ultérieure.

2. Le résultat pour les années sociales se terminant au 31 décembre 1998 et 31 décembre 1999 n'étant pas encore disponible, la décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes a été remise à une assemblée ultérieure.

3. Les administrateurs suivants:

Mme Sonja Müller

Mme Anne Smons

M. Michel Colaci

sont élus jusqu'à l'assemblée générale extraordinaire dans laquelle seront présentés les bilans et comptes de pertes et profits.

4. Le Commissaire aux Comptes actuel, AUDILUX LIMITED, a été élu jusqu'à l'assemblée générale extraordinaire dans laquelle seront présentés le bilan et le compte de pertes et profits.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, l'assemblée était close à 13.00.

M. Colaci / B. Hans / A-M. Breden

Président / Secrétaire / Scrutateur

Enregistré à Luxembourg, le 8 septembre 2000, vol. 541, fol. 78, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Releveur (signé): J. Muller.

(48468/000/38) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2000.

DAVOS S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 24-28, rue Goethe.

R. C. Luxembourg B 53.387.

Procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue à Luxembourg le 1^{er} août 2000

L'assemblée était ouverte à 11.00 heures au siège social de la société.

L'assemblée était présidée par Madame Cristina Floroiu demeurant à Luxembourg. Le présidente a désigné comme secrétaire Mme Britta Hans demeurant à Trier/Allemagne et l'assemblée a élu Madame Aude Marie Breden demeurant à Herserange/France scrutatrice.

Le Président a déclaré qu'en accord avec la liste de présence ci-annexée la totalité des actions était représentée et donc l'assemblée pourra discuter et décider avec validité les points repris à l'ordre du jour.

Ordre du jour:

1. Démission de Madame Sonja Müller, Madame Anne Smons et Monsieur Michel Colaci comme administrateurs de la société
2. Nomination de Monsieur Karl Horsburgh, Monsieur Frederick Thomas et Madame Cristina Floroiu comme nouveaux administrateurs de la société.
3. Renomination et élection des membres du conseil d'administration
4. Changement du siège social de la société

Décisions:

1. Les actionnaires ont accepté en unanimité les démissions de Mme Sonja Müller, Mme Anne Smons et M. Michel Colaci de leurs postes d'administrateurs de la société et de leur accorder pleine et entière décharge pour l'exécution de leur mandat.

2. Les actionnaires ont accepté la nomination de Monsieur Karl Horsburgh, Monsieur Frederick Thomas et Madame Cristina Floroiu comme nouveaux administrateurs de la société.

3. Le conseil d'administration se composera des administrateurs suivants qui sont élus pour une année jusqu'à la prochaine assemblée générale.

M. Karl Horsburgh, réviseur d'entreprises, demeurant à L-8396 Septfontaines

Mme Cristina Floroiu, employée privée, demeurant à L-2213 Luxembourg

M. Fred Thomas, expert comptable, demeurant à L-5465 Walferdange.

4. Le siège de la société sera transféré du 20, avenue du Bois L-1251 Luxembourg, au 24-28, rue Goethe, L-1637 Luxembourg.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, l'assemblée était close à 12.00.

C. Floroiu / B. Hans / A-M. Breden

Président / Secrétaire / Scrutatrice

Enregistré à Luxembourg, le 8 septembre 2000, vol. 541, fol. 78, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(48467/000/40) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2000.

PUNTO INVEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7217 Bereldange, 59, rue de Bridel.

R. C. Luxembourg B 67.326.

Les comptes annuels au 31 décembre 1999, enregistrés à Luxembourg, le 14 septembre 2000, vol. 541, fol. 93, case 6, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 septembre 2000.

Signature.

(49623/799/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2000.

REDUCTION ENGINEERING EUROPE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3450 Dudelange, 1, rue du Commerce.

STATUTS

L'an deux mille, le vingt-huit août.

Par-devant Maître Georges d'Huart, notaire de résidence à Pétange.

A comparu:

La société de droit des Etats-Unis REDUCTION ENGINEERING INC, avec siège à 4430 Crystal Parkway Kent Ohio 44240 USA, représentée par Monsieur Robert W. Sly, administrateur de sociétés, demeurant à 44240 Kent Ohio (USA), lui-même représenté par Madame Jennyfer Romeo, demeurant à F-57330 Volmerange-les-Mines, 14, rue Belle-Vue, en vertu d'une procuration annexée au présent acte.

Laquelle comparante a requis le notaire instrumentaire d'acter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée.

Art. 1^{er}. La société prend la dénomination de REDUCTION ENGINEERING EUROPE, S.à r.l.

Art. 2. Le siège social de la société est établi à Dudelange. Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision du ou des gérants.

Art. 3. La société a pour objet la vente et le service d'équipements destinés aux industries plastiques.

La société peut par ailleurs faire toutes opérations commerciales, industrielles et financières, immobilières et mobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou susceptibles de favoriser son développement.

Art. 4. La société est constituée pour une durée indéterminée, à partir de ce jour.

L'année sociale coïncide avec l'année civile, sauf pour le premier exercice.

Art. 5. Le capital social entièrement libéré est fixé à douze mille quatre cents euros (EUR 12.400,-), divisé en 124 parts sociales de cent euros (EUR 100,-) chacune.

Le capital social a été souscrit par la comparante.

La somme de douze mille quatre cents euros (EUR 12.400,-) se trouve à la disposition de la société, ce qui est reconnu par la comparante.

Art. 6. La société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, salariés ou gratuits sans limitation de durée.

La comparante respectivement les futurs associés ainsi que le ou les gérants peuvent nommer d'un accord unanime un ou plusieurs mandataires spéciaux ou fondés de pouvoir, lesquels peuvent engager seuls la société.

Art. 7. Les héritiers et créanciers du comparant ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit requérir l'apposition de scellés, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration ou de sa gérance.

Art. 8. La dissolution de la société doit être décidée dans les formes et conditions de la loi. Après la dissolution, la liquidation en sera faite par le gérant ou par un liquidateur nommé par la comparante.

Art. 9. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales.

Frais

Les frais incombant à la société pour sa constitution sont estimés à trente mille francs.

Gérance

La comparante a pris les décisions suivantes:

1. Sont nommés gérants:

a) gérant-technique: Monsieur Jean-Pierre Mahé, directeur de sociétés, demeurant à F-31650 Saint Orens, 71, avenue de la Marquelle.

b) gérant administratif: Monsieur Robert W. Sly, préqualifié.

2. La société est valablement engagée par la signature conjointe des deux gérants.

3. Le siège social de la société est fixé à L-3450 Dudelange, 1, rue du Commerce.

Dont acte, fait et passé à Pétange, en l'étude du notaire instrumentaire.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, elle a signé avec Nous, Notaire, la présente minute.

Signé: J. Romeo, G. d'Huart.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 5 septembre 2000, vol. 862, fol. 46, case 6. – Reçu 5.002 francs.

Le Receveur ff. (signé): Oehmen.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pétange, le 7 septembre 2000.

G. d'Huart.

(48406/207/57) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2000.

HORST INTERTRADE, G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3333 Hellange, 63, route de Bettembourg.

L'an deux mille, le trente mai.

Par-devant Maître Christine Doerner, notaire de résidence à Bettembourg.

Ont comparu:

1.- Monsieur Horst Hinschberger, demeurant à D-6650 Homburg, am Lerchenhügel 3;

ici représenté par Monsieur Jean-Claude Roob, demeurant à Dudelange, 92, rue de la Vallée;

en vertu d'une procuration sous seing privé, datée du 6 mars 2000;

2.- Madame Junko Nishimura, infirmière, demeurant à D-66550 Homburg, am Lerchenhügel 3;

ici représentée par Monsieur Jean-Claude Roob, demeurant à Dudelange, 92, rue de la Vallée;

en vertu d'une procuration sous seing privé, datée du 6 mars 2000;

3.- Monsieur Mamadou Dione, employé privé, demeurant à L-1128 Luxembourg, 24, Val St André;

ici représenté par Monsieur Jean-Claude Roob, demeurant à Dudelange, 92, rue de la Vallée;

en vertu d'une procuration sous seing privé, datée du 28 avril 2000;

4.- Monsieur Luc Perrier, administrateur de sociétés, demeurant à Rhode St. Genèse (Belgique);

ici représenté par Monsieur Jean-Claude Roob, demeurant à Dudelange, 92, rue de la Vallée;

en vertu d'une procuration sous seing privé, datée du 28 avril 2000;

5.- Monsieur Daniel Trocellier, employé privé, demeurant à Moroux (France);

ici représenté par Monsieur Jean-Claude Roob, demeurant à Dudelange, 92, rue de la Vallée;

en vertu d'une procuration sous seing privé, datée du 28 avril 2000;

Lesquels comparants déclarent que les nommés sub 1 et 2 sont les seuls et uniques associés de la société à responsabilité limitée HORST INTERTRADE, G.m.b.H., avec siège social à L-3333 Hellange, 63, route de Bettembourg;

constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 14 juillet 1989, publié au Mémorial C de 1989, page 17245;

et modifiée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 27 octobre 1992, publié au Mémorial C de 1993, page 1971;

Lesquelles prédites procurations après avoir été paraphées ne varietur resteront annexées au présent acte, pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, et ont pris à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

Madame Junko Nishimura, prédite, déclare par les présentes céder et transporter à Monsieur Mamadou Dione, prédit, ici présent et ce acceptant, cinq parts sociales (5) lui appartenant dans la société à responsabilité limitée HORST INTERTRADE, G.m.b.H.

Cette cession de parts a eu lieu moyennant le prix de vingt-cinq mille francs (25.000,-), montant que Madame Junko Nishimura, prédite, reconnaît par les présentes avoir reçu, ce dont quittance et titre pour solde.

Deuxième résolution

Monsieur Horst Hirschberger, prèdit, déclare par les présentes céder et transporter à Monsieur Mamadou Dione, prèdit, ici présent et ce acceptant, vingt-huit parts sociales (28) lui appartenant dans la société à responsabilité limitée HORST INTERTRADE, G.m.b.H.

Cette cession de parts a eu lieu moyennant le prix de cent quarante mille francs (140.000,-), montant que Monsieur Horst Hirschberger, prèdit, reconnaît par les présentes avoir reçu, ce dont quittance et titre pour solde;

Troisième résolution

Monsieur Horst Hirschberger, prèdit, déclare par les présentes céder et transporter à Monsieur Daniel Trocellier, prèdit, ici présent et ce acceptant, trente-trois parts sociales (33) lui appartenant dans la société à responsabilité limitée HORST INTERTRADE, G.m.b.H.

Cette cession de parts a eu lieu moyennant le prix de cent soixante-cinq mille francs (165.000,-), montant que Monsieur Horst Hirschberger, prèdit, reconnaît par les présentes avoir reçu, ce dont quittance et titre pour solde.

Quatrième résolution

Monsieur Horst Hirschberger, prèdit, déclare par les présentes céder et transporter à Monsieur Luc Perrier, prèdit, ici présent et ce acceptant, trente-quatre parts sociales (34) lui appartenant dans la société à responsabilité limitée HORST INTERTRADE, G.m.b.H.

Cette cession de parts a eu lieu moyennant le prix de cent soixante-dix mille francs (170.000,-), montant que Monsieur Horst Hirschberger, prèdit, reconnaît par les présentes avoir reçu, ce dont quittance et titre pour solde.

Suite aux prédites cessions de parts, l'article 6 des statuts est à lire comme suit:

«**Art. 6.** Le capital social de la société est fixé à cinq cent mille francs (500.000,-), divisé en cent parts sociales (100) de cinq mille francs (5.000,-) chacune.

Ces parts ont été entièrement souscrites comme suit:

- Monsieur Mamadou Dione, prèdit.	33
- Monsieur Daniel Trocellier, prèdit	33
- Monsieur Luc Perrier, prèdit	34
Total: cent parts sociales	100

Ces parts ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de cinq cent mille francs (500.000,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire, qui le constate expressément.»

Cinquième et dernière résolution

L'assemblée générale accepte la démission de Monsieur Horst Hirschberger, prèdit, à compter d'aujourd'hui, et lui donne décharge.

Est nommé nouveau gérant: Monsieur Luc Perrier, prèdit, qui peut par sa seule signature engager valablement la société.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Le montant des frais généralement quelconques incombant à la société en raison de l'assemblée générale extraordinaire, s'élève approximativement à la somme de vingt-cinq mille francs (25.000,-).

Dont acte, fait et passé à Bettembourg, en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant connu du notaire instrumentaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Roob, C. Doerner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 5 juin 2000, vol. 851, fol. 1, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Releveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur sa demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bettembourg, le 4 septembre 2000.

C. Doerner.

(48495/209/91) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2000.

HORST INTERTRADE, G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3333 Hellange, 63, route de Bettembourg.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

C. Doerner.

(48496/209/7) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2000.

SEB LUX CAPITAL GROWTH, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1347 Luxembourg, 6A, Circuit de la Foire Internationale.
R. C. Luxembourg B 57.085.

EXTRAIT

Il ressort du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 14 février 2000 que
- Mme Barbro Lilieholm, Head of Corporate Law, SEB INVESTMENT MANAGEMENT, demeurant à Stockholm, a été nommée administrateur en remplacement de Monsieur Erik Sjöberg, démissionnaire. Madame Lilieholm terminera le mandat de son prédécesseur;
- Le siège social de la société est transféré à L-1347 Luxembourg, 6A, Circuit de la Foire Internationale, avec effet au 25 avril 2000.

Pour extrait conforme
Signature
Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} septembre 2000, vol. 541, fol. 60, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(49632/000/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2000.

PRAYON INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 23.528.

Le texte des statuts coordonnés a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

(49622/226/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2000.

SAILING SPINNACKER HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 51.631.

Par décision du Conseil d'Administration du 11 septembre 2000:

1) Le Conseil d'administration a décidé de coopter la société QUEEN'S HOLDINGS LLC aux fonctions de commissaire aux comptes en remplacement de la société VECO TRUST S.A. démissionnaire.

2) Le Conseil d'administration a décidé de renouveler les mandats des administrateurs Mme Luisella Moreschi, M^e Arsène Kronshagen et Mlle Angela Cinarelli ainsi que celui du commissaire aux comptes QUEEN'S HOLDINGS LLC pour une durée de six ans, expirant en 2006.

La présente fera l'objet d'une ratification par la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Luxembourg, le 11 septembre 2000.

Pour SAILING SPINNACKER HOLDING S.A.
LMC GROUP S.A.
Société Anonyme
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 12 septembre 2000, vol. 541, fol. 84, case 2. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(49627/000/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2000.

SAMAREC S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 37.365.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 12 septembre 2000, vol. 541, fol. 84, case 6, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 septembre 2000.

Pour SAMAREC S.A., Société Anonyme
BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG
Société Anonyme
P. Frédéric / S. Wallers

(49629/006/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2000.

SAT CONQUEST, Société Anonyme.

Siège social: L-2444 Luxembourg, 41, rue des Romains.
R. C. Luxembourg B 76.184.

EXTRAIT

Il résulte d'un courrier daté du 1^{er} août 2000, enregistré à Luxembourg, le 11 août 2000, volume S40, folio 96, case 10 que Monsieur Markus Paquet a démissionné de son mandat d'administrateur de la société avec effet au 1^{er} août 2000. Pour extrait conforme, délivré aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 août 2000.

Pour la société

Signature

(49630/233/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2000.

SHARA S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1635 Luxembourg, 87, allée Léopold Goebel.
R. C. Luxembourg B 42.106.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 13 septembre 2000, vol. 541, fol. 89, case 9, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le compte de SHARA S.A.

FIDUPLAN S.A.

(49634/752/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2000.

SHERIDAN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 25.659.

Le texte des statuts coordonnés a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

(49635/226/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2000.

ALL 4 HOUSE S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 62, avenue de la Liberté.
R. C. Luxembourg B 59.053.

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale statutaire qui s'est tenue à Luxembourg, le lundi 5 juin 2000, que l'assemblée a pris entre autres, la résolution suivante:

Quatrième résolution

L'Assemblée prend acte que les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes sont venus à échéance en date de ce jour.

L'Assemblée décide de nommer, pour un terme de 1 (un an), les Administrateurs suivants:

- Monsieur Sergio Vandi, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), 12, avenue de la Liberté;
- Monsieur Pierre Bouchoms, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), 12, avenue de la Liberté;
- Monsieur Alfonso Belardi, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), 12, avenue de la Liberté;

Les mandats des Administrateurs prendront fin lors de l'Assemblée Générale Statutaire statuant sur les comptes de l'exercice clôturé au 31 décembre 2000.

L'Assemblée décide de nommer, pour un terme de 1 (un an), la société GRANT THORNTON REVISION ET CONSEILS S.A., 2, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, en qualité de Commissaire aux Comptes.

Le mandat du Commissaire aux Comptes prendra fin lors de l'Assemblée Générale Statutaire statuant sur les comptes de l'exercice clôturé au 31 décembre 2000.

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 5 juin 2000, que le conseil d'administration a pris, la résolution suivante:

Première et unique résolution

«Le Conseil d'Administration prend acte que l'Assemblée Générale Statutaire qui s'est tenue à Luxembourg, en date du 5 juin 2000, a décidé de nommer Monsieur Pierre Bouchoms, en qualité d'Administrateur de la société. Suite à cette nomination, le Conseil d'Administration décide, à l'unanimité des voix, de nommer Monsieur Pierre Bouchoms, en qualité de Président du Conseil d'Administration.»

Luxembourg, le 14 septembre 2000.

ALL 4 HOUSE S.A.

P. Bouchoms / S. Vandt

Président / Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 14 septembre 2000, vol. 541, fol. 96, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(49699/043/37) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2000.

DANKALUX, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

—
RECTIFICATIF

A la page 8855 du Mémorial C n° 185 du 2 mars 2000, il y a lieu de lire à l'intitulé: DANKALUX, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.
(00358/xxx/7)

ITRACO S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 69, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 30.286.

—
Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 5 mars 2001 à 10.00 heures au siège social à Luxembourg avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. rapports du Conseil d'administration et du Commissaire aux comptes;
2. approbation des bilan et compte de profits et pertes au 31 décembre 2000;
3. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes;
4. nominations statutaires;
5. divers.

I (00209/006/16)

Le Conseil d'administration.

EIRIZ HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R. C. Luxembourg B 73.750.

—
Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 2 mars 2001 à 10.15 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 2000, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2000.
4. Divers.

I (00223/005/16)

Le Conseil d'Administration.

IENA LUXEMBOURG SOCIETE ANONYME.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.

R. C. Luxembourg B 60.085.

—
Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 6 mars 2001 à 10.30 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- a. rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 2000;
- b. rapport du Commissaire de Surveillance;
- c. lecture et approbation du Bilan et du Compte de Profits et Pertes arrêtés au 31 décembre 2000;
- d. affectation du résultat;
- e. décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire;
- f. changement de la dénomination sociale de MONTBRUN FIDUCIAIRE, S.à r.l. et Cie, Secs en FIDUCIAIRE REVISION MONTBRUN, S.à r.l.

- g. conversion du capital en Euro;
- h. divers.

I (00243/045/20)

Le Conseil d'Administration.

FOOD QUALITY SOCIETE ANONYME.

Siège social: L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.
R. C. Luxembourg B 45.845.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 6 mars 2001 à 10.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- a. rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 2000;
- b. rapport du Commissaire de Surveillance;
- c. lecture et approbation du Bilan et du Compte de Profits et Pertes arrêtés au 31 décembre 2000;
- d. affectation du résultat;
- e. décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire;
- f. renouvellements statutaires
- g. conversion du capital en Euro;
- h. changement de la dénomination sociale de MONTBRUN FIDUCIAIRE, S.à r.l. et Cie, Secs en FIDUCIAIRE REVISION MONTBRUN, S.à r.l.
- i. divers.

I (00244/045/21)

Le Conseil d'Administration.

PALITANA S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 44.748.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 5 mars 2001 à 10.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- 1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes;
- 2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2000;
- 3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
- 4. Nominations statutaires;
- 5. Divers.

I (00262/534/15)

Le Conseil d'Administration.

SUCO SOCIETE ANONYME, Société Anonyme.

Siège social: L-4391 Pontpierre, 81, rue de Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 19.755.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ET STATUTAIRE

qui se tiendra au siège social, 81, rue de Luxembourg, L-4391 Pontpierre, le vendredi 2 mars 2001 à 9.00 heures

Ordre du jour:

- 1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire.
- 2. Présentation, examen et approbation du bilan et du compte de pertes et profits arrêtés au 31 décembre 2000; affectation du résultat.
- 3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire.
- 4. Nominations statutaires.
- 5. Divers.

Pour pouvoir assister à l'Assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir se conformer aux statuts.

I (00275/000/17)

Le Conseil d'Administration.

SAGE, Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 43.292.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 7 mars 2001 à 11.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes;
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2000;
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
4. Nominations statutaires;
5. Divers.

I (00263/534/15)

Le Conseil d'Administration.

SOLUPRO S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 6.671.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 8 mars 2001 à 11.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes;
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2000;
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
4. Nominations statutaires;
5. Divers.

I (00264/534/15)

Le Conseil d'Administration.

RUGGERO HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1820 Luxembourg, 10, rue Antoine Jans.
R. C. Luxembourg B 68.459.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à Luxembourg, 10, rue Antoine Jans, le 5 mars 2001 à 11.00 heures pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes;
2. Approbation du bilan, du compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31 décembre 1999;
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes quant à l'exercice sous revue;
4. Démission et nomination de deux administrateurs;
5. Divers.

I (00400/003/16)

Le Conseil d'Administration.

HOBUCH FINANZ S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 10A, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 28.223.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le mercredi 7 mars 2001 à 11.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du conseil d'administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2000 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
- Renouvellement du mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (00401/755/18)

Le conseil d'administration.

LE TITAN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R. C. Luxembourg B 52.536.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 2 mars 2001 à 13.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 30 novembre 2000, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 novembre 2000.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

I (00402/005/17)

Le Conseil d'Administration.

**C.I.P., COMPAGNIE INDUSTRIELLE ET FINANCIERE DES PRODUITS AMYLACES S.A.,
Société Anonyme.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R. C. Luxembourg B 4.367.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires qui aura lieu le 6 mars 2001 à 14.00 heures à Luxembourg, au siège social, 40, boulevard Joseph II, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 30 septembre 2000.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

Les Actionnaires qui désirent assister à cette assemblée sont priés de déposer leurs parts sociales cinq jours francs avant l'assemblée au siège social de la société.

I (00404/550/21)

Le Conseil d'Administration.

COPRALIM S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R. C. Luxembourg B 58.151.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires qui aura lieu le 6 mars 2001 à 14.00 heures à Luxembourg, au siège social, 40, boulevard Joseph II, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 30 septembre 2000.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

Les Actionnaires qui désirent assister à cette assemblée sont priés de déposer leurs parts sociales cinq jours francs avant l'assemblée au siège social de la société.

I (00405/550/20)

Le Conseil d'Administration.

INTERLEIS S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R.C. Luxembourg B 38.119.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 2 mars 2001 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

L'Assemblée Générale du 2 janvier 2001 n'a pas pu délibérer valablement sur ce point de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

II (00068/795/15)

Le Conseil d'Administration.

SUNMOON S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R.C. Luxembourg B 67.165.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE REPORTEE

qui se tiendra le 23 février 2001 à 13.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1999
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
5. Divers

II (00152/795/16)

Le Conseil d'Administration.

TOMBOLO IMMOBILIERE S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R.C. Luxembourg B 53.879.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 23 février 2001 à 11.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du commissaire à la liquidation
2. Décharge à donner au liquidateur et au commissaire à la liquidation
3. Décharge à donner au Conseil d'Administration et au Commissaire aux Comptes pour la période allant du 1^{er} janvier 2000 jusqu'à la date de mise en liquidation
4. Clôture de la liquidation
5. Indication de l'endroit où les livres et documents de la société ont été déposés et vont être conservés pour une durée de cinq ans.

II (00153/795/17)

Le Conseil d'Administration.

ATHOS HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 26.200.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 23 février 2001 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 31 décembre 1998 et 1999
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Ratification de la cooptation d'un Administrateur

5. Décharge spéciale aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour la période du 1^{er} janvier 2000 au 23 février 2001
6. Acceptation de la démission de tous les Administrateurs et du Commissaire aux Comptes
7. Dénonciation du siège social
8. Divers.

II (00173/795/19)

Le Conseil d'Administration.

NOPAL HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 47.549.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 23 février 2001 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Décision de prononcer la dissolution de la société
2. Décision de procéder à la mise en liquidation de la société
3. Décharge au Conseil d'Administration et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leurs mandats jusqu'au jour de la mise en liquidation de la société
4. Désignation d'un ou de plusieurs liquidateurs et détermination de leurs pouvoirs.

II (00174/795/15)

Le Conseil d'Administration.

LACUNA, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Gesellschaftssitz: L-1445 Luxembourg, 4, rue Thomas Edison.
H. R. Luxemburg B 74.776.

Hiermit wird allen Anteilhabern der Lacuna SICAV (die «Gesellschaft») mitgeteilt, dass eine

AUSSERORDENTLICHE GENERALVERSAMMLUNG

am Freitag, den 23. Februar 2001 um 11.00 Uhr am Gesellschaftssitz 4, rue Thomas Edison, L-1415 Luxembourg-Strassen stattfinden wird.

Die Tagesordnung lautet wie folgt:

Tagesordnung:

1. Vollständige Umwandlung der Satzung der Gesellschaft ohne dabei den wesentlichen Inhalt zu ändern, insbesondere um die Satzung hinsichtlich des öffentlichen Vertriebes der Gesellschaft in der Bundesrepublik Deutschland den Anforderungen des deutschen Gesetzes über den Vertrieb ausländischer Investmentanteile und über die Besteuerung der Erträge aus ausländischen Investmentanteilen sowie den Vorschriften des Bundesaufsichtsamtes für das Kreditwesen betreffend den öffentlichen Vertrieb von Investmentanteilen in der Bundesrepublik Deutschland gerecht werden zu lassen. In diesem Zusammenhang wird die Anlagepolitik neu formuliert ohne jedoch wesentlich geändert zu werden;
2. Änderung des Gesellschaftszweckes der Gesellschaft, der in Zukunft wie folgt lauten soll:
Gesellschaftszweck:
 1. Ausschliesslicher Zweck der Gesellschaft ist die Anlage in Investmentanteile von Investmentfonds und/oder Investmentgesellschaften des offenen Typs und anderer gemäss der Satzung zulässiger Vermögenswerte nach dem Grundsatz der Risikostreuung und dem Ziel ein Mehrwert zu Gunsten der Anteilhaber zu erreichen.
 2. Die Gesellschaft kann alle anderen Massnahmen treffen, die ihrem Gesellschaftszweck dienen oder nützlich sind unter Berücksichtigung der im Luxemburger Gesetz vom 30 März 1988 über Organismen für gemeinsamen Anlagen (einschliesslich Änderungsgesetzen) und im Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften (einschliesslich Änderungsgesetzen) festgelegten Beschränkungen.
3. Verschiedenes.

Die Punkte, die auf der Tagesordnung der ausserordentlichen Generalversammlung stehen, verlangen ein Anwesenheitsquorum von 50 Prozent der ausgegebenen Anteile sowie eine Zwei-Drittel-Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder der vertretenen Anteile. Im Falle in dem anlässlich der ausserordentlichen Generalversammlung das o.g. Quorum nicht erreicht wird, wird eine zweite ausserordentliche Generalversammlung an der gleichen Adresse am 26. März 2001 um 11 .00 Uhr einberufen, gemäss den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts, um über die auf der o.a. Tagesordnung stehenden Punkte zu beschliessen. Anlässlich dieser Versammlung ist kein Anwesenheitsquorum verlangt und die Beschlüsse werden mit einer Zwei-Drittel-Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder der vertretenen Anteile getroffen.

Der Entwurf der umgewandelten Satzung ist am Gesellschaftssitz einsehbar.

Luxemburg, im Februar 2001.

II (00259/755/40)

Der Verwaltungsrat.

PUBLI-GRAPHICS GROUP HOLDING S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-1361 Luxembourg, 9, rue de l'Ordre de la Couronne de Chêne.
R. C. Luxembourg B 32.500.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de notre société, qui se tiendra le jeudi 22 février 2000 à 15.00 heures au siège social à Luxembourg, et de voter sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels 1999 et affectation du résultat.
2. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
3. Elections.
4. Divers.

Signature

Le Conseil d'administration

II (00205/549/18)

THE MAJESTIC HOLDING S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.
R. C. Luxembourg B 25.903.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 23 février 2001 à 14.30 heures au siège social.

Ordre du jour:

1. Rapport de Gestion du Conseil d'Administration et du Commissaire aux comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 1999. Affectation du résultat.
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Elections statutaires.
5. Question de la dissolution anticipée de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915.
6. Divers.

II (00213/595/16)

Le Conseil d'Administration.

EFFEKTIV, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.
Gesellschaftssitz: L-1445 Luxembourg, 4, rue Thomas Edison.
H. R. Luxemburg B 75.069.

Hiermit wird allen Anteilhabern der Effectiv SICAV (die «Gesellschaft») mitgeteilt, dass eine

AUSSERORDENTLICHE GENERALVERSAMMLUNG

am Freitag, den 23. Februar 2001 um 11.30 Uhr am Gesellschaftssitz 4, rue ,Thomas Edison, L-1415 Luxembourg-Strassen stattfinden wird.

Die Tagesordnung lautet wie folgt:

Tagesordnung:

1. Vollständige Umwandlung der Satzung der Gesellschaft ohne dabei den wesentlichen Inhalt zu ändern, insbesondere um die Satzung hinsichtlich des öffentlichen Vertriebes der Gesellschaft in der Bundesrepublik Deutschland den Anforderungen des deutschen Gesetzes über den Vertrieb ausländischer Investmentanteile und über die Besteuerung der Erträge aus ausländischen Investmentanteilen sowie den Vorschriften des Bundesaufsichtsamtes für das Kreditwesen betreffend den öffentlichen Vertrieb von Investmentanteilen in der Bundesrepublik Deutschland gerecht werden zu lassen. In diesem Zusammenhang wird die Anlagepolitik neuformuliert ohne jedoch wesentlich geändert zu werden;
2. Änderung des Gesellschaftszweckes der Gesellschaft, der in Zukunft wie folgt lauten soll:
Gesellschaftszweck:
 1. Ausschliesslicher Zweck der Gesellschaft ist die Anlage in Investmentanteile von Investmentfonds und oder Investmentgesellschaften des offenen Typs und anderer gemäss der Satzung zulässiger Vermögenswerte nach dem Grundsatz der Risikostreuung und dem Ziel ein Mehrwert zu Gunsten der Anteilhaber zu erreichen.
 2. Die Gesellschaft kann alle anderen Massnahmen treffen, die ihrem Gesellschaftszweck dienen oder nützlich sind unter Berücksichtigung der im Luxemburger Gesetz vom 30. März 1998 über Organismen für gemeinsamen Anlagen (einschliesslich Änderungsgesetzen) und im Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften (einschliesslich Änderungsgesetzen) festgelegten Beschränkungen.
3. Verschiedenes.

Die Punkte, die auf der Tagesordnung der ausserordentlichen Generalversammlung stehen, verlangen ein Anwesenheitsquorum von 50 Prozent der ausgegebenen Anteile sowie eine Zwei-Drittel-Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder der vertretenen Anteile. Im Falle in dem anlässlich der ausserordentlichen Generalversammlung das o.g. Quorum nicht erreicht wird, wird eine zweite ausserordentliche Generalversammlung an der gleichen Adresse am 26 März 2001 um 1130 Uhr einberufen, gemäss den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts, um über die auf der o.a. Tagesordnung stehenden Punkte zu beschliessen. Anlässlich dieser Versammlung ist kein Anwesenheitsquorum verlangt und die Beschlüsse werden mit einer Zwei-Drittel-Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder der vertretenen Anteile getroffen.

Der Entwurf der umgewandelten Satzung ist am Gesellschaftssitz einsehbar.

Luxemburg, im Februar 2001.

II (00260/755/39)

Der Verwaltungsrat.

FondsSelector SMR, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Gesellschaftssitz: L-1445 Luxemburg, 4, rue Thomas Edison.

H. R. Luxemburg B 76.964.

Hiermit wird allen Anteilhabern der FondsSelector SMR SICAV (die «Gesellschaft») mitgeteilt, dass eine

AUSSERORDENTLICHE GENERALVERSAMMLUNG

am Freitag, den 23. Februar 2001 um 11.15 Uhr am Gesellschaftssitz 4, rue Thomas Edison, L-1415 Luxembourg, Strassen stattfinden wird.

Die Tagesordnung lautet wie folgt:

Tagesordnung:

1. Vollständige Umwandlung der Satzung der Gesellschaft ohne dabei den wesentlichen Inhalt zu ändern, insbesondere um die Satzung hinsichtlich des öffentlichen Vertriebes der Gesellschaft in der Bundesrepublik Deutschland den Anforderungen des deutschen Gesetzes über den Vertrieb ausländischer Investmentanteile und über die Besteuerung der Erträge aus ausländischen Investmentanteilen sowie den Vorschriften des Bundesaufsichtsamtes für das Kreditwesen betreffend den öffentlichen Vertrieb von Investmentanteilen in der Bundesrepublik Deutschland gerecht werden zu lassen. In diesem Zusammenhang wird die Anlagepolitik neu formuliert ohne jedoch wesentlich geändert zu werden;
2. Änderung des Gesellschaftszweckes der Gesellschaft, der in Zukunft wie folgt lauten soll:
Gesellschaftszweck:
 1. Ausschliesslicher Zweck der Gesellschaft ist die Anlage in Investmentanteile von Investmentfonds und/oder Investmentgesellschaften des offenen Typs und anderer gemäss der Satzung zulässiger Vermögenswerte nach dem Grundsatz der Risikostreuung und dem Ziel ein Mehrwert zu Gunsten der Anteilhaber zu erreichen.
 2. Die Gesellschaft kann alle anderen Massnahmen treffen, die ihrem Gesellschaftszweck dienen oder nützlich sind unter Berücksichtigung der im Luxemburger Gesetz vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsamen Anlagen (einschliesslich Änderungsgesetzen) und im Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften (einschliesslich Änderungsgesetzen) festgelegten Beschränkungen.
3. Verschiedenes.

Die Punkte, die auf der Tagesordnung der ausserordentlichen Generalversammlung stehen, verlangen ein Anwesenheitsquorum von 50 Prozent der ausgegebenen Anteile sowie eine Zwei-Drittel-Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder der vertretenen Anteile. Im Falle in dem anlässlich der ausserordentlichen Generalversammlung das o.g. Quorum nicht erreicht wird, wird eine zweite ausserordentliche Generalversammlung an der gleichen Adresse am 26. März 2001 um 11.15 Uhr einberufen, gemäss den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts, um über die auf der o.a. Tagesordnung stehenden Punkte zu beschliessen. Anlässlich dieser Versammlung ist kein Anwesenheitsquorum verlangt und die Beschlüsse werden mit einer Zwei-Drittel-Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder der vertretenen Anteile getroffen.

Der Entwurf der umgewandelten Satzung ist am Gesellschaftssitz einsehbar.

Luxemburg, im Februar 2001.

II (00261/755/40)

Der Verwaltungsrat.